

PRESIDÊNCIA DO CONSELHO DE MINISTROS**Despacho Normativo n.º 72/95**

Nos termos e para os efeitos do artigo 72.º do Estatuto Orgânico de Macau, na versão da Lei n.º 13/90, de 10 de Maio, determino a publicação no *Boletim Oficial* de Macau dos seguintes diplomas:

- a) Decreto-Lei n.º 26 706, de 20 de Junho de 1936, que aprova a Convenção para a Unificação de Certas Regras Relativas ao Transporte Aéreo Internacional e respectivos protocolos adicional e final, feitos em Varsóvia em 12 de Outubro de 1929;
- b) Aviso do Ministério dos Negócios Estrangeiros de 10 de Agosto de 1948, contendo em anexo a Convenção e respectivos protocolos;
- c) Decreto-Lei n.º 45 069, de 12 de Junho de 1963, que aprova o Protocolo, assinado na Haia em 28 de Setembro de 1955, modificando a sobredita Convenção.

Presidência do Conselho de Ministros, 17 de Novembro de 1995.
— O Primeiro-Ministro, *António Manuel de Oliveira Guterres*.

(D.G. n.º 273, I Série-B, de 25-11-1995)

部長會議事務局**規範性批示 第72/95號**

根據經五月十日第13/90號法律修改之《澳門組織章程》第七十二條之規定及為着該規定之效力，本人命令將下列法規公布於《澳門政府公報》：

- a) 一九三六年六月二十日第26706號法令，該法令通過一九二九年十月十二日訂於華沙之《統一國際航空運輸某些規則的公約》及其附加與最後議定書；
- b) 一九四八年八月十日外交部通告，該通告附有該公約及其議定書；
- c) 一九六三年六月十二日第45069號法令，該法令通過一九五五年九月二十八日於海牙簽訂及修改上述公約之議定書。

一九九五年十一月十七日於部長會議事務局

總理 古德禮

MINISTÉRIO DOS NEGÓCIOS ESTRANGEIROS**Direcção Geral dos Negócios Políticos e Económicos****Decreto-Lei n.º 26:706**

Usando da faculdade conferida pela 2.ª parte do n.º 2.º do artigo 109.º da Constituição, o Governo decreta e eu promulgo, para valer como lei, o seguinte:

Artigo único. São aprovadas, para ratificação ou adesão por parte do Governo da República, a Convenção para a unificação de certas regras relativas ao transporte aéreo internacional e respectivos protocolos adicional e final, feitos em Varsóvia em 12 de Outubro de 1929, e as Convenções para a verificação de certas regras relativas ao arresto de aeronaves e para a unificação de certas regras relativas aos prejuízos causados pelas aeronaves a terceiros à superfície, assinadas em Roma em 29 de Maio de 1933.

Publique-se e cumpra-se como nele se contém.

Paços do Governo da República, 20 de Junho de 1936. —
ANTÓNIO ÓSCAR DE FRAGOSO CARMONA — *António de Oliveira Salazar* — *Mário Pais de Sousa* — *Manuel Rodrigues Júnior* —
Manuel Ortins de Bettencourt — *Armando Rodrigues Monteiro* —
Joaquim José de Andrade e Silva Abranches — *Francisco José Vieira Machado* — *António Faria Carneiro Pacheco* —
Pedro Teotónio Pereira — *Rafael da Silva Neves Duque*.

Direcção-Geral dos Negócios Políticos e da Administração Interna**Aviso**

Por ordem superior se faz público que Portugal, de harmonia com a autorização concedida pelo Decreto-Lei n.º 26:706, de 20 de Junho de 1936, publicado no *Diário do Governo* n.º 143, 1.ª série, da mesma data, notificou formalmente em 20 de Março de 1947, por intermédio da Embaixada de Portugal em Londres e mediante os bons ofícios do Governo Britânico, ao Governo Polaco a sua adesão à Convenção para a unificação de certas regras relativas ao transporte aéreo internacional, assinada em Varsóvia em 12 de Outubro de 1929, e respectivos Protocolos adicional e final, cujos textos a seguir se transcrevem:

Convention pour l'unification de certaines règles
relatives au transport aérien international, signée à Varsovie,
le 12 octobre 1929

Le Président du Reich Allemand; le Président Fédéral de la République d'Autriche; Sa Majesté le Roi des Belges; le Président des Etats-Unis du Brésil; Sa Majesté le Roi des Bulgares; le Président du Gouvernement Nationaliste de la République de Chine; Sa Majesté le Roi de Danemark et d'Islande; Sa Majesté le Roi d'Egypte; Sa Majesté le Roi d'Espagne; le Chef d'Etat de la République d'Estonie; le Président de la République de Finlande; le Président de la République Française; Sa Majesté le Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des Ter-

ritoires Britanniques au delà des Mers, Empereur des Indes; le Président de la République Hellénique; Son Altesse Sérénissime le Régent du Royaume de Hongrie; Sa Majesté le Roi d'Italie; Sa Majesté l'Empereur du Japon; le Président de la République de Lettonie; Son Altesse Royale la Grande-Duchesse de Luxembourg; le Président des Etats-Unis du Mexique; Sa Majesté le Roi de Norvège; Sa Majesté la Reine des Pays-Bas; le Président de la République de Pologne; Sa Majesté le Roi de Roumanie; Sa Majesté le Roi de Suède; le Conseil Fédéral Suisse; le Président de la République Tchécoslovaque; le Comité Central Exécutif de l'Union des Républiques Soviétistes Socialistes; le Président des Etats-Unis du Venezuela; Sa Majesté le Roi de Yougoslavie:

Ayant reconnu l'utilité de régler d'une manière uniforme les conditions du transport aérien international en ce qui concerne les documents utilisés pour ce transport et la responsabilité du transporteur,

A cet effet on nommé leurs plénipotentiaires respectifs, lesquels, dûment autorisés, ont conclu et signé la Convention suivante:

CHAPITRE I

Objet — Définitions

ARTICLE 1

1) La présente Convention s'applique à tout transport international de personnes, bagages ou marchandises effectué par aéronef contre rémunération. Elle s'applique également aux transports gratuits effectués par aéronef par une entreprise de transports aériens.

2) Est qualifié «transport international», au sens de la présente Convention, tout transport dans lequel, d'après les stipulations des parties, le point de départ et le point de destination, qu'il y ait ou non interruption de transport ou transbordement, sont situés soit sur le territoire de deux Hautes Parties Contractantes, soit sur le territoire d'une seule Haute Partie Contractante, si une escale est prévue dans un territoire soumis à la souveraineté, à la suzeraineté, au mandat ou à l'autorité d'une autre Puissance même non Contractante. Le transport sans une telle escale entre les territoires soumis à la souveraineté, à la suzeraineté, au mandat ou à l'autorité de la même Haute Partie Contractante n'est pas considéré comme international au sens de la présente Convention.

3) Le transport à exécuter par plusieurs transporteurs par air successifs est censé constituer pour l'application de cette Convention un transport unique lorsqu'il a été envisagé par les parties comme une seule opération, qu'il a été conclu sous la forme d'un seul contrat ou d'une série de contrats et il ne perd pas son caractère international par le fait qu'un seul contrat ou une série de contrats doivent être exécutés intégralement dans un territoire soumis à la souveraineté, à la suzeraineté, au mandat ou à l'autorité d'une même Haute Partie Contractante.

ARTICLE 2

1) La Convention s'applique aux transports effectués par l'Etat ou les autres personnes juridiques de droit public, dans les conditions prévues à l'article 1.

2) Sont exceptés de l'application de la présente Convention les transports effectués sous l'empire de conventions postales internationales.

CHAPITRE II

Titre de transport

SECTION I

Billet de passage

ARTICLE 3

1) Dans le transport de voyageurs, le transporteur est tenu de délivrer un billet de passage qui doit contenir les mentions suivantes:

- a) Le lieu et la date de l'émission;
- b) Les points de départ et de destination;
- c) Les arrêts prévus, sous réserve de la faculté pour le transporteur de stipuler qu'il pourra les modifier en cas de nécessité et sans que cette modification puisse faire perdre au transport son caractère international;
- d) Le nom et l'adresse du ou des transporteurs;
- e) L'indication que le transport est soumis au régime de la responsabilité établi par la présente Convention.

2) L'absence, l'irrégularité ou la perte du billet n'affecte ni l'existence, ni la validité du contrat de transport, qui n'en sera pas moins soumis aux règles de la présente Convention. Toutefois, si le transporteur accepte le voyageur sans qu'il ait été délivré un billet de passage, il n'aura pas le droit de se prévaloir des dispositions de cette Convention qui excluent ou limitent sa responsabilité.

SECTION II

Bulletin de bagages

ARTICLE 4

1) Dans le transport de bagages, autres que les menus objets personnels dont le voyageur conserve la garde, le transporteur est tenu de délivrer un bulletin de bagages.

2) Le bulletin de bagages est établi en deux exemplaires, l'un pour le voyageur, l'autre pour le transporteur.

3) Il doit contenir les mentions suivantes:

- a) Le lieu et la date de l'émission;
- b) Les points de départ et de destination;
- c) Le nom et l'adresse du ou des transporteurs;
- d) Le numéro du billet de passage;
- e) L'indication que la livraison des bagages est faite au porteur du bulletin;
- f) Le nombre et le poids des colis;
- g) Le montant de la valeur déclarée conformément à l'article 22, alinéa 2;
- h) L'indication que le transport est soumis au régime de la responsabilité établi par la présente Convention.

4) L'absence, l'irrégularité ou la perte du bulletin n'affecte ni l'existence, ni la validité du contrat de transport qui n'en sera pas moins soumis aux règles de la présente Convention. Toutefois si le transporteur accepte les bagages sans qu'il ait été délivré un bulletin ou si le bulletin ne contient pas les mentions indiquées sous les lettres d), f), h), le transporteur n'aura pas le droit de se prévaloir des dispositions de cette Convention qui excluent ou limitent sa responsabilité.

SECTION III

Lettre de transport aérien

ARTICLE 5

1) Tout transporteur de marchandises a le droit de demander à l'expéditeur l'établissement et la remise d'un titre appelé «lettre de transport aérien»; tout expéditeur a le droit de demander au transporteur l'acceptation de ce document.

2) Toutefois, l'absence, l'irrégularité ou la perte de ce titre n'affecte ni l'existence, ni la validité du contrat de transport qui n'en sera pas moins soumis aux règles de la présente Convention, sous réserve des dispositions de l'article 9.

ARTICLE 6

1) La lettre de transport aérien est établie par l'expéditeur en trois exemplaires originaux et remise avec la marchandise.

2) Le premier exemplaire porte la mention «pour le transporteur»; il est signé par l'expéditeur. Le deuxième exemplaire porte la mention «pour le destinataire»; il est signé par l'expéditeur et le transporteur et il accompagne la marchandise. Le troisième exemplaire est signé par le transporteur et remis par lui à l'expéditeur après acceptation de la marchandise.

3) La signature du transporteur doit être apposée dès l'acceptation de la marchandise.

4) La signature du transporteur peut être remplacée par un timbre; celle de l'expéditeur peut être imprimée ou remplacée par un timbre.

5) Si, à la demande de l'expéditeur, le transporteur établit la lettre de transport aérien, il est considéré jusqu'à preuve contraire comme agissant pour le compte de l'expéditeur.

ARTICLE 7

Le transporteur de marchandises a le droit de demander à l'expéditeur l'établissement de lettres de transport aérien différentes lorsqu'il y a plusieurs colis.

ARTICLE 8

La lettre de transport aérien doit contenir les mentions suivantes:

- a) Le lieu où le document a été créé et la date à laquelle il a été établi;
- b) Les points de départ et de destination;
- c) Les arrêts prévus, sous réserve de la faculté, pour le transporteur, de stipuler qu'il pourra les modifier en cas de nécessité et sans que cette modification puisse faire perdre au transport son caractère international;
- d) Le nom et l'adresse de l'expéditeur;
- e) Le nom et l'adresse du premier transporteur;
- f) Le nom et l'adresse du destinataire, s'il y a lieu;
- g) La nature de la marchandise;
- h) Le nombre, le mode d'emballage, les marques particulières ou les numéros des colis;
- i) Le poids, la quantité, le volume ou les dimensions de la marchandise;
- j) L'état apparent de la marchandise et de l'emballage;
- k) Le prix du transport, s'il est stipulé, la date et le lieu de paiement et la personne qui doit payer;
- l) Si l'envoi est fait contre remboursement, le prix des marchandises et, éventuellement, le montant des frais;
- m) Le montant de la valeur déclarée conformément à l'article 22, alinéa 2;
- n) Le nombre d'exemplaires de la lettre de transport aérien;
- o) Les documents transmis au transporteur pour accompagner la lettre de transport aérien;
- p) Le délai de transport et l'indication sommaire de la voie à suivre (via), s'ils ont été stipulés;
- q) L'indication que le transport est soumis au régime de la responsabilité établi par la présente Convention.

ARTICLE 9

Si le transporteur accepte des marchandises sans qu'il ait été établi une lettre de transport aérien, ou si celle-ci

ne contient pas toutes les mentions indiquées par l'article 8 [(a à i) inclusivement et q)], le transporteur n'aura pas le droit de se prévaloir des dispositions de cette Convention qui excluent ou limitent sa responsabilité.

ARTICLE 10

1) L'expéditeur est responsable de l'exactitude des indications et déclarations concernant la marchandise qu'il inscrit dans la lettre de transport aérien.

2) Il supportera la responsabilité de tout dommage subi par le transporteur ou toute autre personne à raison de ses indications et déclarations irrégulières, inexactes ou incomplètes.

ARTICLE 11

1) La lettre de transport aérien fait foi, jusqu'à preuve contraire, de la conclusion du contrat, de la réception de la marchandise et des conditions du transport.

2) Les énonciations de la lettre de transport aérien, relatives au poids, aux dimensions et à l'emballage de la marchandise, ainsi qu'au nombre des colis, font foi jusqu'à preuve contraire; celles relatives à la quantité, au volume et à l'état de la marchandise ne font preuve contre le transporteur qu'autant que la vérification en a été faite par lui en présence de l'expéditeur, et constatée sur la lettre de transport aérien, ou qu'il s'agit d'énonciations relatives à l'état apparent de la marchandise.

ARTICLE 12

1) L'expéditeur a le droit, sous la condition d'exécuter toutes les obligations résultant du contrat de transport, de disposer de la marchandise, soit en la retirant à l'aérodrome de départ ou de destination, soit en l'arrêtant en cours de route lors d'un atterrissage, soit en la faisant délivrer au lieu de destination ou en cours de route à une personne autre que le destinataire indiqué sur la lettre de transport aérien, soit en demandant son retour à l'aérodrome de départ, pour autant que l'exercice de ce droit ne porte préjudice ni au transporteur, ni aux autres expéditeurs et avec l'obligation de rembourser les frais qui en résultent.

2) Dans le cas où l'exécution des ordres de l'expéditeur est impossible, le transporteur doit l'en aviser immédiatement.

3) Si le transporteur se conforme aux ordres de disposition de l'expéditeur, sans exiger la production de l'exemplaire de la lettre de transport aérien délivré à celui-ci, il sera responsable, sauf son recours contre l'expéditeur, du préjudice qui pourrait être causé par ce fait à celui qui est régulièrement en possession de la lettre de transport aérien.

4) Le droit de l'expéditeur cesse au moment où celui du destinataire commence, conformément à l'article 13 ci-dessous. Toutefois, si le destinataire refuse la lettre de transport ou la marchandise, ou s'il ne peut être atteint, l'expéditeur reprend son droit de disposition.

ARTICLE 13

1) Sauf dans les cas indiqués à l'article précédent, le destinataire a le droit, dès l'arrivée de la marchandise au point de destination, de demander au transporteur de lui remettre la lettre de transport aérien et de lui livrer la marchandise contre le paiement du montant des créances et contre l'exécution des conditions de transport indiquées dans la lettre de transport aérien.

2) Sauf stipulation contraire, le transporteur doit aviser le destinataire dès l'arrivée de la marchandise.

3) Si la perte de la marchandise est reconnue par le transporteur ou si, à l'expiration d'un délai de sept jours après qu'elle aurait dû arriver, la marchandise n'est pas arrivée, le destinataire est autorisé à faire valoir vis-à-vis du transporteur les droits résultant du contrat de transport.

ARTICLE 14

L'expéditeur et le destinataire peuvent faire valoir tous les droits qui leur sont respectivement conférés par les articles 12 et 13, chacun en son propre nom, qu'il agisse dans son propre intérêt ou dans l'intérêt d'autrui, à condition d'exécuter les obligations que le contrat impose.

ARTICLE 15

1) Les articles 12, 13 et 14 ne portent aucun préjudice ni aux rapports de l'expéditeur et du destinataire entre eux, ni aux rapports des tiers dont les droits proviennent, soit de l'expéditeur, soit du destinataire.

2) Toute clause dérogeant aux stipulations des articles 12, 13 et 14 doit être inscrite dans la lettre de transport aérien.

ARTICLE 16

1) L'expéditeur est tenu de fournir les renseignements et de joindre à la lettre de transport aérien les documents qui, avant la remise de la marchandise au destinataire, sont nécessaires à l'accomplissement des formalités de douane, d'octroi ou de police. L'expéditeur est responsable envers le transporteur de tous dommages qui pourraient résulter de l'absence, de l'insuffisance ou de l'irrégularité de ces renseignements et pièces, sauf le cas de faute de la part du transporteur ou de ses préposés.

2) Le transporteur n'est pas tenu d'examiner si ces renseignements et documents sont exacts ou suffisants.

CHAPITRE III

Responsabilité du transporteur

ARTICLE 17

Le transporteur est responsable du dommage survenu en cas de mort, de blessure ou de toute autre lésion corporelle subie par un voyageur lorsque l'accident qui a causé le dommage s'est produit à bord de l'aéronef ou au cours de toutes opérations d'embarquement et de débarquement.

ARTICLE 18

1) Le transporteur est responsable du dommage survenu en cas de destruction, perte ou avarie de bagages enregistrés ou de marchandises lorsque l'événement qui a causé le dommage s'est produit pendant le transport aérien.

2) Le transport aérien, au sens de l'alinéa précédent, comprend la période pendant laquelle les bagages ou marchandises se trouvent sous la garde du transporteur, que ce soit dans un aéroport ou à bord d'un aéronef ou dans un lieu quelconque en cas d'atterrissage en dehors d'un aéroport.

3) La période du transport aérien ne couvre aucun transport terrestre, maritime ou fluvial effectué en dehors d'un aéroport. Toutefois, lorsqu'un tel transport est effectué dans l'exécution du contrat de transport aérien en vue du chargement, de la livraison ou du transbordement, tout dommage est présumé, sauf preuve contraire, résulter d'un événement survenu pendant le transport aérien.

ARTICLE 19

Le transporteur est responsable du dommage résultant d'un retard dans le transport aérien de voyageurs, bagages ou marchandises.

ARTICLE 20

1) Le transporteur n'est pas responsable s'il prouve que lui et ses préposés ont pris toutes les mesures nécessaires pour éviter le dommage ou qu'il leur était impossible de les prendre.

2) Dans les transports de marchandises et de bagages, le transporteur n'est pas responsable, s'il prouve que le dommage provient d'une faute de pilotage, de conduite de l'aéronef ou de navigation, et que, à tous autres égards, lui et ses préposés ont pris toutes les mesures nécessaires pour éviter le dommage.

ARTICLE 21

Dans le cas où le transporteur fait la preuve que la faute de la personne lésée a causé le dommage ou y a contribué, le tribunal pourra, conformément aux dispositions de sa propre loi, écarter ou atténuer la responsabilité du transporteur.

ARTICLE 22

1) Dans le transport des personnes la responsabilité du transporteur envers chaque voyageur est limitée à la somme de cent vingt-cinq mille francs. Dans le cas où, d'après la loi du tribunal saisi, l'indemnité peut être fixée sous forme de rente, le capital de la rente ne peut dépasser cette limite. Toutefois, par une convention spéciale avec le transporteur, le voyageur pourra fixer une limite de responsabilité plus élevée.

2) Dans le transport de bagages enregistrés et de marchandises la responsabilité du transporteur est limitée à la somme de deux cent cinquante francs par kilogramme, sauf déclaration spéciale d'intérêt à la livraison faite par l'expéditeur au moment de la remise du colis au transporteur et moyennant le paiement d'une taxe supplémentaire éventuelle. Dans ce cas, le transporteur sera tenu de payer jusqu'à concurrence de la somme déclarée, à moins qu'il ne prouve qu'elle est supérieure à l'intérêt réel de l'expéditeur à la livraison.

3) En ce qui concerne les objets dont le voyageur conserve la garde, la responsabilité du transporteur est limitée à cinq mille francs par voyageur.

4) Les sommes indiquées ci-dessus sont considérées comme se rapportant au franc français constitué par soixante-cinq et demi milligramme d'or au titre de neuf cents millièmes de fin. Elles pourront être converties dans chaque monnaie nationale en chiffres ronds.

ARTICLE 23

Toute clause tendant à exonérer le transporteur de sa responsabilité ou à établir une limite inférieure à celle qui est fixée dans la présente Convention est nulle et de nul effet, mais la nullité de cette clause n'entraîne pas la nullité du contrat, qui reste soumis aux dispositions de la présente Convention.

ARTICLE 24

1) Dans les cas prévus aux articles 18 et 19 toute action en responsabilité, à quelque titre que ce soit, ne peut être exercée que dans les conditions et limites prévues par la présente Convention.

2) Dans les cas prévus à l'article 17 s'appliquent également les dispositions de l'alinéa précédent, sans

préjudice de la détermination des personnes qui ont le droit d'agir et de leurs droits respectifs.

ARTICLE 25

1) Le transporteur n'aura pas le droit de se prévaloir des dispositions de la présente Convention qui excluent ou limitent sa responsabilité, si le dommage provient de son dol ou d'une faute qui, d'après la loi du tribunal saisi, est considérée comme équivalente au dol.

2) Ce droit lui sera également refusé si le dommage a été causé dans les mêmes conditions par un de ses préposés agissant dans l'exercice de ses fonctions.

ARTICLE 26

1) La réception des bagages et marchandises sans protestation par le destinataire constituera présomption, sauf preuve contraire, que les marchandises ont été livrées en bon état et conformément au titre de transport.

2) En cas d'avarie, le destinataire doit adresser au transporteur une protestation immédiatement après la découverte de l'avarie et au plus tard, dans un délai de trois jours pour les bagages et de sept jours pour les marchandises, à dater de leur réception. En cas de retard, la protestation devra être faite au plus tard dans les quatorze jours à dater du jour où le bagage ou la marchandise auront été mis à sa disposition.

3) Toute protestation doit être faite par réserve inscrite sur le titre de transport ou par un autre écrit expédié dans le délai prévu pour cette protestation.

4) A défaut de protestation dans les délais prévus, toutes actions contre le transporteur sont irrecevables, sauf le cas de fraude de celui-ci.

ARTICLE 27

En cas de décès du débiteur, l'action en responsabilité, dans les limites prévues par la présente Convention, s'exerce contre ses ayants droit.

ARTICLE 28

1) L'action en responsabilité devra être portée, au choix du demandeur, dans le territoire d'une des Hautes Parties Contractantes, soit devant le tribunal du domicile du transporteur, du siège principal de son exploitation ou du lieu où il possède un établissement par le soin duquel le contrat a été conclu, soit devant le tribunal du lieu de destination.

2) La procédure sera réglée par la loi du tribunal saisi.

ARTICLE 29

1) L'action en responsabilité doit être intentée, sous peine de déchéance, dans le délai de deux ans à compter de l'arrivée à destination ou du jour où l'aéronef aurait dû arriver, ou de l'arrêt du transport.

2) Le mode du calcul du délai est déterminé par la loi du tribunal saisi.

ARTICLE 30

1) Dans les cas de transport régis par la définition du troisième alinéa de l'article premier, à exécuter par divers transporteurs successifs, chaque transporteur acceptant des voyageurs, des bagages ou des marchandises est soumis aux règles établies par cette Convention, et est censé être une des parties contractantes du contrat de transport, pour autant que ce contrat ait trait à la partie du transport effectuée sous son contrôle.

2) Au cas d'un tel transport, le voyageur ou ses ayants droit ne pourront recourir que contre le transporteur ayant effectué le transport au cours duquel l'accident ou le retard s'est produit, sauf dans le cas où, par stipulation expresse, le premier transporteur aura assuré la responsabilité pour tout le voyage.

3) S'il s'agit de bagages ou de marchandises, l'expéditeur aura recours contre le premier transporteur et le destinataire qui a le droit à la délivrance contre le dernier, et l'un et l'autre pourront, en outre, agir contre le transporteur ayant effectué le transport au cours duquel la destruction, la perte, l'avarie ou le retard se sont produits. Ces transporteurs seront solidairement responsables envers l'expéditeur et le destinataire.

CHAPITRE IV

Dispositions relatives aux transports combinés

ARTICLE 31

1) Dans le cas de transports combinés effectués en partie par air et en partie par tout autre moyen de transport les stipulations de la présente Convention ne s'appliquent qu'au transport aérien et si celui-ci répond aux conditions de l'article premier.

2) Rien dans la présente Convention n'empêche les parties, dans le cas de transports combinés, d'insérer dans le titre transport aérien des conditions relatives à d'autres modes de transport, à condition que les stipulations de la présente Convention soient respectées en ce qui concerne le transport par air.

CHAPITRE V

Dispositions générales et finales

ARTICLE 32

Sont nulles toutes clauses du contrat de transport et toutes conventions particulières antérieures au dommage par lesquelles les parties dérogeraient aux règles de la présente Convention soit par une détermination de la loi applicable, soit par une modification des règles de compétence. Toutefois, dans le transport des marchandises, les clauses d'arbitrage sont admises, dans les limites de la présente Convention, lorsque l'arbitrage doit s'effectuer dans les lieux de compétence des tribunaux prévus à l'article 28, alinéa 1.

ARTICLE 33

Rien dans la présente Convention ne peut empêcher un transporteur de refuser la conclusion d'un contrat de transport ou de formuler des règlements qui ne sont pas en contradiction avec les dispositions de la présente Convention.

ARTICLE 34

La présente Convention n'est applicable ni aux transports aériens internationaux exécutés à titre de premiers essais par des entreprises de navigation aérienne en vue de l'établissement de lignes régulières de navigation aérienne ni aux transports effectués dans des circonstances extraordinaires en dehors de toute opération normale de l'exploitation aérienne.

ARTICLE 35

Lorsque dans la présente Convention il est question de jours, il s'agit de jours courants et non de jours ouvrables.

ARTICLE 36

La présente Convention est rédigée en français, en un seul exemplaire, qui restera déposé aux archives du Mi-

nistère des Affaires Etrangères de Pologne, et dont une copie certifiée conforme sera transmise par les soins du Gouvernement Polonais au Gouvernement de chacune des Hautes Parties Contractantes.

ARTICLE 37

1) La présente Convention sera ratifiée. Les instruments de ratification seront déposés aux archives du Ministère des Affaires Etrangères de Pologne, qui en notifiera le dépôt au Gouvernement de chacune des Hautes Parties Contractantes.

2) Dès que la présente Convention aura été ratifiée par cinq des Hautes Parties Contractantes, elle entrera en vigueur entre Elles le quatre-vingt-dixième jour après le dépôt de la cinquième ratification. Ultérieurement elle entrera en vigueur entre les Hautes Parties Contractantes qui l'auront ratifiée et la Haute Partie Contractante qui déposera son instrument de ratification le quatre-vingt-dixième jour après son dépôt.

3) Il appartiendra au Gouvernement de la République de Pologne de notifier au Gouvernement de chacune des Hautes Parties Contractantes la date de l'entrée en vigueur de la présente Convention, ainsi que la date du dépôt de chaque ratification.

ARTICLE 38

1) La présente Convention, après son entrée en vigueur, restera ouverte à l'adhésion de tous les Etats.

2) L'adhésion sera effectuée par une notification adressée au Gouvernement de la République de Pologne, qui en fera part au Gouvernement de chacune des Hautes Parties Contractantes.

3) L'adhésion produira ses effets à partir du quatre-vingt-dixième jour après la notification faite au Gouvernement de la République de Pologne.

ARTICLE 39

1) Chacune des Hautes Parties Contractantes pourra dénoncer la présente Convention par une notification faite au Gouvernement de la République de Pologne, qui en avisera immédiatement le Gouvernement de chacune des Hautes Parties Contractantes.

2) La dénonciation produira ses effets six mois après la notification de la dénonciation et seulement à l'égard de la Partie qui y aura procédé.

ARTICLE 40

1) Les Hautes Parties Contractantes pourront, au moment de la signature, du dépôt des ratifications, ou de leur adhésion, déclarer que l'acceptation qu'Elles donnent à la présente Convention ne s'applique pas à tout ou partie de leurs colonies, protectorats, territoires sous mandat, ou tout autre territoire soumis à leur souveraineté ou à leur autorité, ou à tout autre territoire sous suzeraineté.

2) En conséquence Elles pourront ultérieurement adhérer séparément au nom de tout ou partie de leurs colonies, protectorats, territoires sous mandat, ou tout autre territoire soumis à leur souveraineté ou à leur autorité, ou tout territoire sous suzeraineté ainsi exclus de leur déclaration originelle.

3) Elles pourront aussi, en se conformant à ses dispositions, dénoncer la présente Convention séparément ou pour tout ou partie de leurs colonies, protectorats, territoires sous mandat, ou tout autre territoire soumis à leur souveraineté ou à leur autorité, ou tout autre territoire sous suzeraineté.

ARTICLE 41

Chacune des Hautes Parties Contractantes aura la faculté au plus tôt deux ans après la mise en vigueur de la présente Convention de provoquer la réunion d'une nouvelle conférence internationale dans le but de rechercher les améliorations qui pourraient être apportées à la présente Convention. Elle s'adressera dans ce but au Gouvernement de la République Française, qui prendra les mesures nécessaires pour préparer cette conférence.

La présente Convention, faite à Varsovie, le 12 octobre 1929, restera ouverte à la signature jusqu'au 31 janvier 1930.

Pour l'Allemagne:

R. Richter.
Dr. A. Wegerdt.
Dr. E. Albrecht.
Dr. iur. Otto Riese.

Pour l'Autriche:

Strobele.
Reinoehl.

Pour la Belgique:

Bernard de l'Escaille.

Pour les États-Unis du Brésil:

Alcibiades Peçanha.

Pour la Bulgarie:

Pour la Chine:

Pour le Danemark:

L. Ingerslev.
Knud Gregersen.

Pour l'Egypte:

Pour l'Espagne:

Silvio Fernandez Vallin.

Pour l'Estonie:

Pour la Finlande:

Pour la France:

Pierre-Etienne Flandin.
Georges Ripert.

Pour la Grande-Bretagne et l'Irlande du Nord:

A. H. Dennis.
Orme Clarke.
R. L. Megarry.

Pour le Commonwealth d'Australie:

A. H. Dennis.
Orme Clarke.
R. L. Megarry.

Pour l'Union Sud-Africaine:

A. H. Dennis.
Orme Clarke.
R. L. Megarry.

Pour la République Hellénique:

Georges C. Lagoudakis.

Pour la Hongrie:

Pour l'Italie:

A. Giannini.

Pour le Japon:

Kazuo Nishikawa.

Pour la Lettonie:

Martin Nukša.

Pour le Luxembourg:

E. Arendt.

Pour le Mexique:

Pour la Norvège:

N. Ch. Ditleff.

Pour les Pays-Bas:

Willem B. Engelbrecht.

Pour la Pologne:

August Zaleski.

Alfons Kuhn.

Pour la Roumanie:

Georges Cretziano.

Pour la Suède:

Pour la Suisse:

Edm. Pittard.

Dr. F. Hess.

Pour la Tchécoslovaquie:

Dr. V. Girsá.

Pour l'Union des Républiques Soviétistes Socialistes:

Georges Kotzubinsky.

Pour le Venezuela:

Pour la Yougoslavie:

Ivo de Giulli.

Protocole additionnel

AD ARTICLE 2

Les Hautes Parties Contractantes se réservent le droit de déclarer au moment de la ratification ou de l'adhésion que l'article 2, alinéa 1), de la présente Convention ne s'appliquera pas aux transports internationaux aériens effectués directement par l'État, ses colonies, protectorats, territoires sous mandat ou tout autre territoire sous sa souveraineté, sa suzeraineté ou son autorité.

Pour l'Allemagne:

R. Richter.

Dr. A. Wegerdt.

Dr. E. Albrecht.

Dr. Iur. Otto Riese.

Pour l'Autriche:

Strobele.

Reinoehl.

Pour la Belgique:

Bernard de l'Escaille.

Pour les États-Unis du Brésil:

Alcibiades Peçanha.

Pour la Bulgarie:

Pour la Chine:

Pour le Danemark:

L. Ingerslev.

Knud Gregersen.

Pour l'Égypte:

Pour l'Espagne:

Silvio Fernandez Vallin.

Pour l'Estonie:

Pour la Finlande:

Pour la France:

Pierre-Etienne Flandin.

Georges Ripert.

Pour la Grande-Bretagne et l'Irlande du Nord:

A. H. Dennis.

Orme Clarke.

R. L. Megarry.

Pour le Commonwealth d'Australie:

A. H. Dennis.

Orme Clarke.

R. L. Megarry.

Pour l'Union Sud-Africaine:

A. H. Dennis.

Orme Clarke.

R. L. Megarry.

Pour la République Hellénique:

Georges C. Lagoudakis.

Pour la Hongrie:

Pour l'Italie:

A. Giannini.

Pour le Japon:

Kazuo Nishikawa.

Pour la Lettonie:

Martin Nukša.

Pour le Luxembourg:

E. Arendt.

Pour le Mexique:

Pour la Norvège:

N. Ch. Ditleff.

Pour les Pays-Bas:

Willem B. Engelbrecht.

Pour la Pologne:

August Zaleski.

Alfons Kuhn.

Pour la Roumanie:

Georges Cretziano.

Pour la Suède:

Pour la Suisse:

Edm. Pittard.

Dr. F. Hess.

Pour la Tchécoslovaquie:

Dr. V. Girsá.

Par l'Union des Républiques Soviétiques Socialistes:

Georges Kotzubinsky.

Pour le Venezuela:

Pour la Yougoslavie:

Ivo de Giulli.

Protocole final de la Deuxième Conférence Internationale de Droit Privé Aérien

Les délégués à la Deuxième Conférence Internationale de Droit Privé Aérien se sont réunis à Varsovie du 4 au 12 octobre 1929 dans le but de discuter le projet de convention relative aux documents de transport aérien et à la responsabilité du transporteur dans les transports internationaux par aéronefs, élaboré par le Comité international technique d'experts juridiques aériens, constitué en vertu d'une motion de la Première Conférence Internationale de Droit Privé Aérien, réunie à Paris du 27 octobre au 6 novembre 1925.

Les délégations réunies à Varsovie ont été composées comme suit:

ALLEMAGNE:

Chef de la Délégation — M. Reinhold Richter, conseiller intime de Régence, chef de département au Ministère de la Justice du Reich;

Délégué — M. le Dr. Alfred Wegerdt, conseiller ministériel au Ministère des Communications;

Délégué — M. le Dr. Erich Albrecht, conseiller au Tribunal, conseiller intime de Justice, adjoint au Ministère des Affaires Étrangères;

Délégué — M. le Dr. Otto Riese, conseiller supérieur de Régence au Ministère de la Justice du Reich.

AUTRICHE:

Chef de la Délégation — M. le Dr. Guido Strobele, conseiller ministériel au Ministère de la Justice;

Délégué — M. le Dr. Reiner Reinhoel, conseiller ministériel au Ministère des Communications.

BELGIQUE:

Délégué — M. de Vos, inspecteur général, chef adjoint au Cabinet du Ministre de la Marine.

BRÉSIL:

Délégué — S. Exc. M. Alcibiades Peçanha, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire à Varsovie.

BULGARIE:

Délégué — S. E. M. Vladimir Robeff, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire à Varsovie.

CHINE:

Délégué — M. Wang Yatse, secrétaire de la délégation chinoise auprès de la Société des Nations.

DANEMARK:

Chef de la Délégation — M. L. Ingerslev, directeur de la Chambre des Tutelles au Ministère de la Justice;

Délégué — M. K. Gregersen, du Ministère des Travaux Publics.

EGYPTE:

Délégué — M. Aboul Enein Salim, secrétaire de légation.

ESPAGNE:

Délégué — M. R. de Muguero y Pierrard, secrétaire de légation.

ESTONIE:

Délégué — M. C. Schmidt, chargé d'affaires a. i. à Varsovie.

FINLANDE:

Délégué — S. E. M. le Dr. Gustave Idman, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire à Varsovie.

FRANCE:

Chef de la Délégation — M. Pierre Etienne Flandin, vice-président de la Chambre des députés, ancien Ministre;

Délégué — M. Georges Ripert, professeur à la Faculté de Droit de Paris et expert du Gouvernement Français au C. I. T. E. J. A.;

Délégué — M. Jacques Vivent, sous-directeur de l'aéronautique marchande au Ministère de l'Air;

Délégué — M. le vicomte Bertrand du Plessix, attaché commercial et attaché de l'air à l'ambassade de France à Varsovie;

M. Edmond Sudre, secrétaire général du Comité international technique d'experts juridiques aériens.

GRANDE-BRETAGNE, AUSTRALIE, UNION SUD-AFRICAINE:

Chef de la Délégation — Sir Alfred Dennis, K. B. E., C. B.;

Délégué — M. Orme Clarke;

Délégué — M. R. L. Megarry.

RÉPUBLIQUE HELLÉNIQUE:

Chef de la Délégation — S. Exc. M. Georges Lagoudakis, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire à Varsovie;

Délégué — M. J. Youpis, conseiller à la cour d'Athènes, juge au Tribunal Arbitral Mixte.

HONGRIE :

Délégué — M. Béla de Szent-István, conseiller de section au Ministère des Affaires Étrangères.

ITALIE :

Chef de la Délégation — S. Exc. M. Amedeo Giannini, membre du Conseil d'Etat, Ministre Plénipotentiaire;
Délégué — M. Manlio Molfese, chef de l'Office d'Aviation Civile et de Communication Aérienne;
Délégué — M. Antonio Ambrossini, professeur à l'Université de Rome;
Délégué — M. Felici Paniè, avocat, ancien député;
Délégué — M. Salvatore Cacopardo, chef de section au Ministère de l'Air.

JAPON :

Chef de la Délégation — M. Kazuo Nishikawa, président à la Cour d'appel;
Délégué — M. S. Iwai, secrétaire au Ministère des Communications;
Délégué — M. le vicomte Motono, secrétaire d'ambassade.

LETTONIE :

Délégué — S. Exc. M. Nuksa, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire à Varsovie.

LUXEMBOURG :

Délégué — M. Ernest Arendt, conseiller d'Etat, président honoraire de la Cour Supérieure de Justice.

MEXIQUE :

Délégué — M. Rodriguez Duarte, consul à Varsovie.

NORVÈGE :

Délégué — M. N. Chr. Diteff, chargé d'affaires à Varsovie.

PAYS-BAS :

Chef de la Délégation — S. Exc. M. W. B. Engelbrecht, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire à Varsovie;
Délégué — M. J. Wolterbeek-Muller, avocat;
Délégué — M. J. F. Schonfeld, chef de section au Ministère du Waterstaat.

Pologne :

Chef de la Délégation — M. Karol Lutostański, doyen de la Faculté de Droit à l'Université de Varsovie;
Délégué — M. Witold Czapski, sous-secrétaire d'Etat au Ministère des Communications;
Délégué — M. Léon Babiński, jurisconsulte au Ministère des Affaires Étrangères;
Délégué — M. Julian Makowski, docteur en droit, chef de la Section des Traités au Ministère des Affaires Étrangères;
Expert — M. Czeslaw Filipowicz, chef de l'Aéronautique Civile au Ministère des Communications;
Expert — M. Tadeusz Lebiński, agent adjoint du Gouvernement Polonais auprès du Tribunal Mixte Polono-Allemand à Paris;
Expert — M. Bronislaw Pierzchala, docteur en droit, conseiller au Ministère des Communications;
Expert — M. Wacław Laciński, rapporteur et chef de service au Ministère des Affaires Étrangères;
Expert — M. Zygfryd Piatkowski, rapporteur au Ministère des Communications;
Expert — M. Andrzej Marchwiński, rapporteur au Ministère des Affaires Étrangères.

ROUMANIE :

Délégué — M. G. Davidescu, chargé d'affaires a. i.

SUÈDE :

Délégué — S. Exc. M. C. d'Anckarsvard, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire à Varsovie.

SUISSE :

Chef de la Délégation — M. Edmond Pittard, conseiller juridique de l'Office Aérien Fédéral;
Délégué — M. Fritz Hess, adjoint du chef du Contentieux et du Secrétariat du Département Fédéral des Chemins de Fer.

TCHÉCOSLOVAQUIE :

Délégué — M. Josef Netik, conseiller au Ministère des Travaux Publics, docteur en droit;
Expert — M. Charles Wendl, docteur en droit, secrétaire de 1^{re} classe au Ministère des Affaires Étrangères.

UNION DES RÉPUBLIQUES SOVIÉTISTES SOCIALISTES :

Chef de la Délégation — M. G. Kotzubinski, conseiller de légation, chargé d'affaires a. i.;
Délégué — M. A. Sabanine, directeur de département.

VENEZUELA :

Délégué — M. le Dr. Carlos Siso, avocat.

YOUgoslavie :

Chef de la Délégation — M. Ivo de Giulli, chargé d'affaires a. i. à Varsovie;
Délégué — M. T. Simovitch, général;
Délégué — M. Drakoulitch, chef de la section de l'Aviation civile près le Ministère de la Guerre et de la Marine;
Expert — M. Prjitch, assistant à la Faculté de Droit de Belgrade.

I

A la suite de leurs délibérations, les délégués susindiqués sont tombés d'accord de soumettre à la signature des plénipotentiaires respectifs des Hautes Parties Contractantes, le texte d'un projet de Convention pour l'unification de certaines règles relatives au transport aérien international, qui restera ouvert à la signature jusqu'au 31 janvier 1930.

II

La conférence a émis les vœux et résolutions suivants :

A. La conférence, considérant que la Convention de Varsovie ne règle que certaines questions relatives au transport aérien et que la navigation aérienne internationale soulève beaucoup d'autres questions qu'il serait désirable de régler par des ententes internationales.

Emet le vœu :

Que, par les soins du Gouvernement Français, qui a pris l'initiative de la réunion de ces conférences, et après étude de ces questions, soient réunies ultérieurement de nouvelles conférences qui poursuivront cette œuvre d'unification.

B. La conférence, considérant l'importance au point de vue international d'un règlement uniforme des transports aériens de toute nature,

Emet le vœu :

Que le Comité international technique d'experts juridiques aériens prépare, le plus tôt possible, un avant-projet de convention sur la matière.

C. La Conférence, considérant l'opportunité d'avoir une rédaction uniforme des documents de transport pour toutes les compagnies de navigation aérienne,

Emet le vœu :

Qu'elles adoptent des modèles préparés par le Comité international technique d'experts juridiques aériens.

D. La Conférence, ayant pris connaissance de la proposition faite par la Délégation brésilienne, en ce qui concerne la définition du transporteur, sous l'article premier estimant que la question ne doit pas être réglée dans cette Convention,

Renvoie au Comité international technique d'experts juridiques aériens la proposition avec le mémoire préparé par ladite délégation afin qu'il utilise ce travail préparatoire.

E. La conférence, ayant pris connaissance de la proposition de la Délégation brésilienne d'ajouter à la Convention un article concernant l'obligation pour le transporteur de conserver pendant deux ans les documents de transport selon les dispositions déjà adoptées par la loi italienne, considérant que la question ne doit pas être envisagée dans cette Convention,

Attire sur la proposition l'attention du Comité international technique d'experts juridiques aériens pour qu'il puisse utiliser la proposition brésilienne dans ses travaux.

En foi de quoi les délégués ont signé le présent Protocole final.

Fait à Varsovie, le 12 octobre 1929, en une seule expédition, qui restera déposée aux archives du Ministère des Affaires Étrangères de la République de Pologne et dont une copie, certifiée conforme, sera remise à toutes des délégations prenant part à la Conférence.

Allemagne:

R. Richter.
Dr. A. Wegerdt.
Dr. E. Albrecht.
Dr. iur. Otto Riese.

Autriche:

Strobele.
Reinoehl.

Belgique:

Henry de Vos.

Brésil:

Alcibiades Pegunha.

Bulgarie:

V. Robeff.

Chine:

Yates Wang.

Danemark:

L. Ingerslev.
Knud Gregersen.

Egypte:

A. E. Salim.

Espagne:

Rafael de Muguiro y Pierrard.

Estonie:

Schmidt.

Finlande:

G. Idman.

France:

Pierre-Etienne Flandin.
G. Ripert.
Vivent.
Plessix.
E. Sudre.

Grande-Bretagne et l'Irlande du Nord:

A. H. Dennis.
Orme Clarke.
R. L. Megarry.

Commonwealth d'Australie:

A. H. Dennis.
Orme Clarke.
R. L. Megarry.

Union Sud-Africaine:

A. H. Dennis.
Orme Clarke.
R. L. Megarry.

République Hellénique:

G. C. Layoudakis.
J. Youpis.

Hongrie:

B. Szent-Istvány.

Italie:

A. Giannini.
Molfese.
Salvatore Cucopardo.

Japon:

Kazuo Nishikawa.
S. Iwai.
G. Motono.

Lettonie:

M. Nuksa.

Luxembourg:

E. Arendt.

Mexique:

Rodriguez Duarte.

Norvège:

N. Chr. Ditleff.

Pays-Bas:

W. B. Engelbrecht.

Pologne:

Karol Lutostanski.
Witold Czapski.
Léon Babiński.
Juljan Makowski.
Czeslaw Filipowicz.
Tadeusz Lebiński.

Dr. Bronisław Pierzchała.
Wacław Laciński
Zygfryd Piatkowski.
Andrzej Marchwiński.

Roumanie:

G. Davidescu.

Suède:

D'Anckarsvard.

Suisse:

Edm. Pittard.
Dr. F. Hess.

Tchécoslovaquie:

Jur Dr. Josef Netik.
Dr. K. Wendl.

Union des Républiques Soviétistes Socialistes:

Kotzubinski.
A. Sabanine.

(Sous réserves des déclarations faites à la séance de clôture).

Venezuela:

Yougoslavie:

Ivo de Giulli.
D. T. Simovitch.
Dr. jur. S. Drakulitch.
Prjitch.

Convenção para a unificação de certas regras
 relativas ao transporte aéreo internacional, assinada em Varsóvia
 em 12 de Outubro de 1929

O Presidente do Reich Alemão, o Presidente Federal da República da Áustria, Sua Majestade o Rei dos Belgas, o Presidente dos Estados Unidos do Brasil, Sua Majestade o Rei dos Búlgaros, o Presidente do Governo nacionalista da República da China, Sua Majestade o Rei da Dinamarca e da Islândia, Sua Majestade o Rei do Egipto, Sua Majestade o Rei de Espanha, o Chefe de Estado da República da Estónia, o Presidente da República da Finlândia, o Presidente da República Francesa, Sua Majestade o Rei da Grã-Bretanha, da Irlanda e dos territórios britânicos de além-mar, Imperador das Índias, o Presidente da República Helénica, Sua Alteza Sereníssima o Regente do Reino da Hungria, Sua Majestade o Rei de Itália, Sua Majestade o Imperador do Japão, o Presidente da República da Letónia, Sua Alteza Real a Grã-Duquesa do Luxemburgo, o Presidente dos Estados Unidos do México, Sua Majestade o Rei da Noruega, Sua Majestade a Rainha dos Países Baixos, o Presidente da República da Polónia, Sua Majestade o Rei da Roménia, Sua Majestade o Rei da Suécia, o Conselho Federal Suíço, o Presidente da República Checoslovaca, o Comité Central Executivo da União das Repúblicas Soviéticas Socialistas, o Presidente dos Estados Unidos de Venezuela, Sua Majestade o Rei da Jugoslávia;

Tendo reconhecido a utilidade de regular duma maneira uniforme as condições de transporte aéreo internacional no que se refere aos documentos utilizados para esse transporte e à responsabilidade do transportador:

Nomearam para este fim os seus Plenipotenciários res-

pectivos, os quais, devidamente autorizados, concluíram e assinaram a Convenção seguinte:

CAPÍTULO I

Objecto — Definições

ARTIGO 1.º

1) A presente Convenção aplica-se a qualquer transporte internacional de pessoas, bagagens ou mercadorias, efectuado por aeronave mediante remuneração. Aplica-se igualmente aos transportes gratuitos efectuados por aeronave por uma empresa de transportes aéreos.

2) É considerado «transporte internacional», para os efeitos da presente Convenção, todo o transporte em que, segundo as estipulações das partes, o ponto de partida e o ponto de destino, haja ou não interrupção do transporte ou transbordo, estão situados quer no território de duas Altas Partes Contratantes, quer no território de uma só Alta Parte Contratante, se está prevista uma escala em território submetido à soberania, suzerania, mandato ou autoridade de outra Potência mesmo não Contratante. O transporte sem uma tal escala entre territórios submetidos à soberania, suzerania, mandato ou autoridade da mesma Alta Parte Contratante não é considerado como internacional para os efeitos da presente Convenção.

3) O transporte a executar por vários transportadores aéreos sucessivos é considerado como constituindo para a aplicação desta Convenção um transporte único quando foi encarado pelas partes como uma única operação, quer tenha sido concluído sob a forma dum único contrato quer duma série de contratos, e não perde o seu carácter internacional pelo facto de um dos contratos ou de uma série de contratos, deverem ser executados integralmente num território submetido à soberania, suzerania, mandato ou autoridade de uma só Alta Parte Contratante.

ARTIGO 2.º

1) A Convenção aplica-se aos transportes efectuados pelo Estado ou outras pessoas jurídicas de direito público, nas condições previstas no artigo 1.º

2) Exceptuam-se da aplicação da presente Convenção os transportes efectuados por força de Convenções postais internacionais.

CAPÍTULO II

Títulos de transporte

SECÇÃO I

Bilhete de passagem

ARTIGO 3.º

1) No transporte de viajantes o transportador é obrigado a fornecer um bilhete de passagem que deve conter as menções seguintes:

- a) Lugar e data da emissão;
- b) Pontos de partida e de destino;
- c) Paragens previstas, sob reserva da faculdade para o transportador de estipular que poderá modificá-las em caso de necessidade e sem que essa modificação possa fazer perder ao transporte o seu carácter internacional;
- d) Nome e endereço do ou dos transportadores;
- e) Indicação de que o transporte está sujeito ao regime de responsabilidade estabelecido pela presente Convenção.

2) A ausência, irregularidade ou perda de bilhete não afecta nem a existência, nem a validade do contrato do transporte, que não deixará de estar sujeito às regras da presente Convenção. Se, todavia, o transportador

aceita o viajante sem que haja sido fornecido bilhete de passagem, não terá o direito de se prevalecer das disposições desta Convenção que excluem ou limitam a sua responsabilidade.

SECÇÃO II

Bilhete de bagagens

ARTIGO 4.º

1) No transporte de bagagens que não sejam os pequenos objectos pessoais que ficam à guarda do viajante o transportador é obrigado a fornecer um bilhete de bagagens.

2) O bilhete de bagagens é passado em dois exemplares, um para o viajante, outro para o transportador.

3) Deve conter as menções seguintes:

- a) Lugar e data da emissão;
- b) Pontos de partida e de destino;
- c) Nome e endereço do ou dos transportadores;
- d) Número do bilhete de passagem;
- e) Indicação de que a entrega das bagagens é feita ao portador do bilhete;
- f) Número e peso dos volumes;
- g) Montante do valor declarado de harmonia com o artigo 22.º, alínea 2);
- h) Indicação de que o transporte está sujeito ao regime de responsabilidade estabelecido pela presente Convenção.

4) A ausência, irregularidade ou perda de bilhete não afecta nem a existência, nem a validade do contrato de transporte, que não deixará de estar sujeito às regras da presente Convenção. Se todavia o transportador aceita as bagagens sem que haja sido fornecido um bilhete ou se o bilhete não contém as menções indicadas nas letras d), f) e h), o transportador não terá o direito de se prevalecer das disposições desta Convenção que excluem ou limitam a sua responsabilidade.

SECÇÃO III

Guia de transporte aéreo

ARTIGO 5.º

1) Todo o transportador de mercadoria tem o direito de pedir ao expedidor a passagem e a entrega dum título chamado «guia de transporte aéreo»; todo o expedidor tem o direito de pedir ao transportador a aceitação desse documento.

2) Todavia, a ausência, irregularidade ou perda desse título não afecta nem a existência, nem a validade do contrato de transporte, que não deixará de estar sujeito às regras da presente Convenção, sob reserva das disposições do artigo 9.º

ARTIGO 6.º

1) A guia de transporte aéreo é passada pelo expedidor em três exemplares originais e entregue com a mercadoria.

2) O primeiro exemplar leva a menção «para o transportador»; é assinado pelo expedidor. O segundo exemplar leva a menção «para o destinatário»; é assinado pelo expedidor e pelo transportador e acompanha a mercadoria. O terceiro exemplar é assinado pelo transportador e entregue por ele ao expedidor depois da aceitação da mercadoria.

3) A assinatura do transportador deve ser aposta logo que aceita a mercadoria.

4) A assinatura do transportador pode ser substituída por um carimbo; a do expedidor pode ser impressa ou substituída por um carimbo.

5) Se, a pedido do expedidor, o transportador passa a guia de transporte aéreo, é considerado, até prova em contrário, como agindo por conta do expedidor.

ARTIGO 7.º

O transportador de mercadorias tem o direito de pedir ao expedidor a passagem de diferentes guias de transporte aéreo quando há mais de um volume.

ARTIGO 8.º

A guia de transporte aéreo deve conter as menções seguintes:

- a) Lugar onde o documento foi emitido e data em que foi passado;
- b) Pontos de partida e de destino;
- c) Paragens previstas, sob reserva da faculdade, para o transportador, de estipular que poderá modificá-las em caso de necessidade e sem que essa modificação possa fazer perder ao transporte o seu carácter internacional;
- d) Nome e endereço do expedidor;
- e) Nome e endereço do primeiro transportador;
- f) Nome e endereço do destinatário, se for caso disso;
- g) Natureza da mercadoria;
- h) Número, forma de embalagem, marcas particulares ou número dos volumes;
- i) Peso, quantidade, volume ou dimensões da mercadoria;
- j) Estado aparente da mercadoria e da embalagem;
- k) Preço do transporte, se foi estipulado, data e lugar do pagamento e pessoa que deve pagar;
- l) Se o envio é feito contra reembolso, o preço das mercadorias e, eventualmente, o montante das despesas;
- m) Montante do valor declarado de harmonia com o artigo 22.º, alínea 2);
- n) Número de exemplares da guia de transporte aéreo;
- o) Documentos transmitidos ao transportador para acompanhar a guia de transporte aéreo;
- p) Prazo do transporte e indicação sumária da via a seguir (via), se foram estipulados;
- q) Indicação de que o transporte está sujeito ao regime de responsabilidade estabelecido pela presente Convenção.

ARTIGO 9.º

Se o transportador aceita mercadorias sem que haja sido passada uma guia de transporte aéreo, ou se esta não contém todas as menções indicadas pelo artigo 8.º, alíneas a) a i), inclusive, e q), o transportador não terá o direito de se prevalecer das disposições desta Convenção que excluem ou limitam a sua responsabilidade.

ARTIGO 10.º

1) O expedidor é responsável pela exactidão das indicações e declarações relativas à mercadoria que inscreve na guia de transporte aéreo.

2) Suportará a responsabilidade de qualquer prejuízo sofrido pelo transportador ou por qualquer outra pessoa em consequência das suas indicações e declarações irregulares, inexactas ou incompletas.

ARTIGO 11.º

1) A guia de transporte aéreo faz fé, até prova em contrário, da conclusão do contrato, do recebimento da mercadoria e das condições do transporte.

2) As indicações da guia de transporte aéreo relativas ao peso, às dimensões e à embalagem da mercadoria, assim como ao número de volumes, fazem fé até prova em contrário; as relativas à quantidade, ao volume e ao estado da mercadoria não fazem prova contra o transportador senão quando a verificação foi por ele feita na presença do expedidor e anotada na guia de transporte aéreo ou se se trata de indicações relativas ao estado aparente da mercadoria.

ARTIGO 12.º

1) O expedidor tem o direito, com a condição de executar todas as obrigações resultantes do contrato de transporte, de dispor da mercadoria, já retirando-a no aeródromo de partida ou de destino, já retendo-a durante a viagem por ocasião duma aterragem, já fazendo-a entregar no lugar de destino ou durante a viagem a pessoa diferente do destinatário indicado na guia de transporte aéreo, já pedindo o seu retorno ao aeródromo de partida, desde que o exercício deste direito não traga prejuízo nem ao transportador, nem aos outros expedidores e com obrigação de reembolsar as despesas daí resultantes.

2) No caso de ser impossível a execução das ordens do expedidor, o transportador deve imediatamente avisá-lo.

3) Se o transportador se conforma com as ordens de disposição do expedidor, sem exigir a produção do exemplar da guia de transporte aéreo entregue a este, será responsável, salvo o seu recurso contra o expedidor, pelo prejuízo que este facto pode causar àquele que regularmente se encontra de posse da guia de transporte aéreo.

4) O direito do expedidor cessa no momento em que começa o do destinatário, conforme o artigo 13.º seguinte. Se, todavia, o destinatário recusa a guia de transporte aéreo ou a mercadoria, ou não pode ser alcançado, o expedidor readquire o seu direito de disposição.

ARTIGO 13.º

1) Salvo nos casos indicados no artigo anterior, o destinatário tem o direito, desde a chegada da mercadoria ao ponto de destino, de pedir ao transportador que lhe remeta a guia de transporte aéreo e que lhe entregue a mercadoria mediante o pagamento do montante dos créditos e mediante a execução das condições de transporte indicadas na guia de transporte aéreo.

2) Salvo estipulação em contrário, o transportador deve avisar o destinatário logo que a mercadoria chegou.

3) Se a perda da mercadoria é reconhecida pelo transportador ou se, expirado o prazo de sete dias depois da data em que deveria chegar, a mercadoria não chegou, fica o destinatário autorizado a fazer valer contra o transportador os direitos resultantes do contrato de transporte.

ARTIGO 14.º

O expedidor e o destinatário podem fazer valer todos os direitos que lhe são respectivamente conferidos pelos artigos 12.º e 13.º, cada um em seu próprio nome, quer o façam no seu próprio interesse quer no interesse de outrem, com a condição de executarem as obrigações que o contrato impõe.

ARTIGO 15.º

1) Os artigos 12.º, 13.º e 14.º não afectam nem as relações do expedidor e do destinatário entre si nem as relações de terceiros cujos direitos provêm, já do transportador, já do destinatário.

2) Todas as cláusulas derogando as estipulações dos artigos 12.º, 13.º e 14.º devem ser inscritas na guia de transporte aéreo.

ARTIGO 16.º

1) O expedidor é obrigado a fornecer a informações e a juntar à guia de transporte aéreo os documentos que, antes da entrega da mercadoria ao destinatário, são necessários ao cumprimento das formalidades aduaneiras, administrativas ou policiais. O expedidor é responsável para com o transportador por todos prejuízos que possam resultar da ausência, insuficiência ou irregularidade dessas informações e documentos, salvo o caso de culpa por parte do transportador ou dos seus propositos.

2) O transportador não é obrigado a examinar a exactidão ou suficiência dessas informações e documentos.

CAPÍTULO III

Responsabilidades do transportador

ARTIGO 17.º

O transportador é responsável pelo prejuízo superveniente em caso de morte, ferimento ou qualquer outra lesão corporal sofrida por um viajante quando o acidente que causou o prejuízo se produziu a bordo da aeronave ou no decurso de quaisquer operações de embarque e desembarque.

ARTIGO 18.º

1) O transportador é responsável pelo dano proveniente da destruição, perda ou avaria de bagagens registadas ou de mercadorias quando o facto que causou o prejuízo se produziu durante o transporte aéreo.

2) O transporte aéreo, para efeitos da alínea anterior, compreende o período durante o qual as bagagens ou mercadorias se encontram à guarda do transportador, quer num aeródromo, quer a bordo duma aeronave, quer em qualquer outro lugar em caso de aterragem fora dum aeródromo.

3) O período de transporte aéreo não compreende nenhum transporte terrestre, marítimo ou fluvial efectuado fora de um aeródromo.

Todavia, quando um tal transporte é efectuado em execução do contrato de transporte aéreo para efeito de carregamento, entrega ou transbordo, presume-se, salvo prova em contrário, que qualquer dano resulta dum facto sobrevindo durante o transporte aéreo.

ARTIGO 19.º

O transportador é responsável pelo prejuízo resultante dum atraso no transporte aéreo de viajantes, bagagens ou mercadorias.

ARTIGO 20.º

1) O transportador não é responsável se prova que ele e os seus propositos tomaram todas as medidas necessárias para evitar o prejuízo ou que lhes era impossível tomá-las.

2) Nos transportes de mercadorias e de bagagens o transportador não é responsável, se prova que o prejuízo provém dum erro de pilotagem, de condução da aeronave ou de navegação e que, a todos os outros respeito, ele e os seus propositos tomaram todas as medidas necessárias para evitar o prejuízo.

ARTIGO 21.º

No caso de o transportador fazer a prova de que foi culpa da pessoa lesada que causou o dano ou para ele contribuiu o tribunal poderá, de harmonia com as disposições da sua própria lei, afastar ou atenuar a responsabilidade do transportador.

ARTIGO 22.º

1) No transporte de pessoas a responsabilidade do transportador em relação a cada viajante é limitada à quantia de 125:000 francos. No caso de a indemnização, segundo a lei do tribunal competente, poder ser fixada sob a forma de renda o capital correspondente a essa renda não pode ultrapassar esse limite. Todavia, por convenção especial com o transportador, poderá o viajante fixar um limite de responsabilidade mais elevado.

2) No transporte de bagagens registadas e de mercadorias a responsabilidade do transportador é limitada à quantia de 250 francos por quilograma, salvo declaração especial de interesse na entrega feita pelo expedidor no momento de confiar o volume ao transportador e mediante o pagamento duma taxa suplementar eventual. Nesse caso será o transportador obrigado a pagar até

concorrência da quantia declarada, a menos que prove que ela é superior ao interesse real do expedidor na entrega.

3) No que respeita aos objectos que ficam à guarda do viajante, a responsabilidade é limitada a 5:000 francos por viajante.

4) As quantias acima indicadas são consideradas em relação ao franco francês constituído por 65^{mgr},5 de ouro ao título de ⁹⁰⁰/₁₀₀₀ de ouro fino. Poderão ser convertidos em cada moeda nacional em números redondos.

ARTIGO 23.º

Toda a cláusula tendente a exonerar o transportador da sua responsabilidade ou a estabelecer um limite inferior ao que está fixado na presente Convenção é nula e de nenhum efeito, mas a nulidade dessa cláusula não envolve a nulidade do contrato, que continua sujeito às disposições da presente Convenção.

ARTIGO 24.º

1) Nos casos previstos nos artigos 18.º e 19.º qualquer acção de responsabilidade, por qualquer título que seja, não pode ser exercida senão nas condições e com os limites previstos na presente Convenção.

2) Nos casos previstos no artigo 17.º aplicam-se igualmente as disposições da alínea anterior, sem prejuízo da determinação das pessoas que têm o direito de accionar e dos seus direitos respectivos.

ARTIGO 25.º

1) O transportador não terá o direito de se prevalecer das disposições da presente Convenção que excluem ou limitam a sua responsabilidade, se o dano provém de dolo da sua parte ou de culpa que, segundo a lei do tribunal competente, é considerada como equivalente ao dolo.

2) Esse direito ser-lhe-á igualmente recusado se o dano for causado nas mesmas condições por um dos seus propostos agindo no exercício das suas funções.

ARTIGO 26.º

1) O recebimento das bagagens e mercadorias pelo destinatário sem protesto constituirá presunção, salvo prova em contrário, de que as mercadorias foram entregues em bom estado e de harmonia com o título de transporte.

2) Em caso de avaria, o destinatário deve dirigir ao transportador um protesto imediatamente depois da descoberta da avaria e, quando muito, num prazo de três dias para as bagagens e de sete dias para as mercadorias, a contar da data do seu recebimento. Em caso de atraso, o protesto deverá ser feito o mais tardar nos catorze dias a contar do dia em que a bagagem ou a mercadoria tiverem sido postas à sua disposição.

3) Todo o protesto deve ser feito por reserva inscrita no título de transporte ou por outro escrito expedido no prazo previsto para esse protesto.

4) Na falta de protesto dentro dos prazos previstos, todas as acções contra o transportador são irrecebíveis, salvo o caso de fraude por parte deste.

ARTIGO 27.º

Em caso de morte do devedor, a acção de responsabilidade, nos limites previstos pela presente Convenção, exerce-se contra os seus sucessores.

ARTIGO 28.º

1) A acção de responsabilidade deve ser intentada, à escolha do autor, no território de uma das Altas Partes Contratantes, quer no tribunal do domicílio do trans-

portador, da sede principal da sua exploração ou do lugar onde ele possui um estabelecimento por intermédio do qual o contrato foi concluído, quer no tribunal do lugar de destino.

2) O processo será regulado pela lei do tribunal competente.

ARTIGO 29.º

1) A acção de responsabilidade deve ser intentada, sob pena de prescrição, no prazo de dois anos a contar da chegada ao destino ou do dia em que a aeronave deveria ter chegado ou da interrupção do transporte.

2) A forma de contagem do prazo é determinada pela lei do tribunal competente.

ARTIGO 30.º

1) Nos casos de transporte regulados pela definição da alínea 3) do artigo 1.º, a executar por diversos transportadores sucessivos, cada transportador que aceita viajantes, bagagens ou mercadorias fica sujeito às regras estabelecidas por esta Convenção e é considerado uma das partes contratantes do contrato de transporte, no que esse contrato se refira à parte do transporte efectuado sob a sua fiscalização.

2) No caso de um tal transporte, o viajante ou os seus representantes não poderão recorrer senão contra o transportador que efectuou o transporte no decurso do qual se produziu o acidente ou o atraso, salvo o caso de o primeiro transportador, por expressa estipulação, ter assumido a responsabilidade por toda a viagem.

3) Se se trata de bagagens ou de mercadorias, o expedidor terá recurso contra o primeiro transportador o o destinatário que tem direito à entrega contra o último, e um e outro poderão, além disso, actuar contra o transportador que efectuou o transporte no decurso do qual e produziram a destruição, perda, avaria ou atraso. Esses transportadores serão solidariamente responsáveis para com o expedidor e o destinatário.

CAPÍTULO IV

Disposições relativas aos transportes combinados.

ARTIGO 31.º

1) No caso de transportes combinados efectuados parte por via aérea e parte por qualquer outro meio de transporte, as estipulações da presente Convenção não se aplicam senão ao transporte aéreo e desde que este obedeça às condições do artigo 1.º

2) Nada na presente Convenção impede as partes, no caso de transportes combinados, de inserir no título de transporte aéreo condições relativas a outros meios de transporte, contanto que as estipulações da presente Convenção sejam respeitadas no que diz respeito ao transporte por via aérea.

CAPÍTULO V

Disposições gerais e finais

ARTIGO 32.º

São nulas todas as cláusulas do contrato de transporte e todas as convenções particulares anteriores ao prejuízo pelas quais as partes tenham derogado as regras da presente Convenção quer por uma determinação da lei aplicável, quer por uma modificação das leis de competência. Todavia, no transporte de mercadorias, as cláusulas de arbitragem são admitidas, dentro dos limites da presente Convenção, quando a arbitragem deva efectuar-se nos lugares de competência dos tribunais previstos no artigo 28.º, alínea 1).

ARTIGO 33.º

Nada na presente Convenção pode impedir um transportador de recusar a conclusão de um contrato de transporte ou de formular regulamentos que não estejam em contradição com as disposições da presente Convenção.

ARTIGO 34.º

A presente Convenção não é aplicável nem aos transportes aéreos internacionais executados a título de primeiros ensaios por empresas de navegação aérea em vista do estabelecimento de linhas regulares da navegação aérea, nem aos transportes efectuados em circunstâncias extraordinárias fora de toda a operação normal de exploração aérea.

ARTIGO 35.º

Quando na presente Convenção se fala de dias, trata-se de dias correntes e não de dias úteis.

ARTIGO 36.º

A presente Convenção é redigida em francês, num só exemplar, que ficará depositado nos arquivos do Ministério dos Negócios Estrangeiros da Polónia e de que uma cópia autenticada será transmitida por solicitude do Governo Polaco ao Governo de cada uma das Altas Partes Contratantes.

ARTIGO 37.º

1) A presente Convenção será ratificada. Os instrumentos de ratificação serão depositados nos arquivos do Ministério dos Negócios Estrangeiros da Polónia, que notificará o depósito ao Governo de cada uma das Altas Partes Contratantes.

2) Desde que a presente Convenção tenha sido ratificada por cinco das Altas Partes Contratantes entrará em vigor entre elas no nonagésimo dia depois do depósito da quinta ratificação. Posteriormente entrará em vigor entre as Altas Partes Contratantes que a tiverem ratificado e a Alta Parte Contratante que depositar o seu instrumento de ratificação no nonagésimo dia após o seu depósito.

3) Pertencerá ao Governo da República da Polónia notificar ao Governo de cada uma das Altas Partes Contratantes a data da entrada em vigor da presente Convenção, assim como a data do depósito de cada ratificação.

ARTIGO 38.º

1) A presente Convenção, depois da sua entrada em vigor, ficará aberta à adesão de todos os Estados.

2) A adesão será efectuada por notificação dirigida ao Governo da República Polaca, que dela dará conhecimento ao Governo de cada uma das Altas Partes Contratantes.

3) A adesão produzirá os seus efeitos a partir do nonagésimo dia seguinte ao da notificação feita ao Governo da República da Polónia.

ARTIGO 39.º

1) Cada uma das Altas Partes Contratantes poderá denunciar a presente Convenção por notificação feita ao Governo da República da Polónia, que dela dará imediato conhecimento ao Governo de cada uma das Altas Partes Contratantes.

2) A denúncia produzirá os seus efeitos seis meses após a notificação da denúncia e somente em relação à parte que a ela tenha procedido.

ARTIGO 40.º

1) As Altas Partes Contratantes poderão, no momento da assinatura, do depósito das ratificações ou da sua adesão, declarar que a aceitação que dão à presente

Convenção não se aplica a todas ou a parte das suas colónias, protectorados, territórios sob mandato ou a qualquer outro território submetido à sua soberania ou autoridade ou a qualquer outro território sob suzerania.

2) Poderão, por consequência, aderir posteriormente em separado em nome de todos ou de parte das suas colónias, protectorados, territórios sob mandato, ou qualquer outro território submetido à sua soberania ou autoridade, ou qualquer outro território sob suzerania excluídos assim da sua declaração inicial.

3) Poderão também, conformando-se com as suas disposições, denunciar a presente Convenção separadamente ou por todos ou parte das suas colónias, protectorados, territórios sob mandato, ou qualquer outro território submetido à sua soberania ou autoridade, ou qualquer outro território sob suzerania.

ARTIGO 41.º

Cada uma das Altas Partes Contratantes terá a faculdade, decorridos dois anos após a entrada em vigor da presente Convenção, de promover a reunião de uma nova Conferência internacional com o fim de procurar os melhoramentos que possam ser introduzidos na presente Convenção. Dirigir-se-á para esse fim ao Governo da República Francesa, que tomará as medidas necessárias para preparar essa Conferência.

A presente Convenção, feita em Varsóvia a 12 de Outubro de 1929, ficará aberta à assinatura até 31 de Janeiro de 1930.

Pela Alemanha:

R. Richter.
Dr. A. Wegerdt.
Dr. E. Albrecht.
Dr. iur. Otto Riese.

Pela Áustria:

Strobele.
Reinoehl.

Pela Bélgica:

Bernard de l'Escaulle.

Pelos Estados Unidos do Brasil:

Alcibiades Peçanha.

Pela Bulgária:

Pela China:

Pela Dinamarca:

L. Ingerslev.
Knud Gregersen.

Pelo Egipto:

Pela Espanha:

Silvio Fernandez Vallin.

Pela Estónia:

Pela Finlândia:

Pela França:

Pierre-Etienne Flandin.
Georges Ripert.

Pela Grã-Bretanha e Irlanda do Norte:

A. H. Dennis.
Orme Clarke.
R. L. Megarry.

Pelo Commonwealth da Austrália:

A. H. Dennis.
Orme Clarke.
R. L. Megarry.

Pela União Sul-Africana:

A. H. Dennis.
Orme Clarke.
R. L. Megarry.

Pela República Helénica:

G. C. Lagoudakis.

Pela Hungria:

Pela Itália:

A. Giannini.

Pelo Japão:

Kazuo Nishikawa.

Pela Letónia:

M. Nuksa.

Pelo Luxemburgo:

E. Arendt.

Pelo México:

Pela Noruega:

N. Ch. Ditleff.

Pelos Países Baixos:

W. B. Engelbrecht.

Pela Polónia:

August Zaleski.
Alfons Kuhn.

Pela Roménia:

G. Cretziano.

Pela Suécia:

Pela Suíça:

Edm. Pittard.
Dr. F. Hess.

Pela Checoslováquia:

Dr. V. Girsá.

Pela União das Repúblicas Soviéticas Socialistas:

Kotzubinsky.

Pela Venezuela:

Pela Jugoslávia:

Ivo de Giulli.

Protocolo adicional

AD ARTIGO 2.º

As Altas Partes Contratantes reservam-se o direito de declarar no momento da ratificação ou da adesão que o artigo 2.º, alínea 1), da presente Convenção não se aplicará aos transportes aéreos internacionais, efectuados directamente pelo Estado, às suas colónias, protectorados, territórios sob mandato ou a qualquer outro território sob a sua soberania, suzerania ou autoridade.

Pela Alemanha:

R. Richter.
Dr. A. Wegerdt.
Dr. E. Albrecht.
Dr. Iur. Otto Riese.

Pela Áustria:

Strobele.
Reinoehl.

Pela Bélgica:

Bernard de l'Escaille.

Pelos Estados Unidos do Brasil:

Alcibiades Peçanha.

Pela Bulgária:

Pela China:

Pela Dinamarca:

L. Ingerslev.
Knud Gregersen.

Pelo Egipto:

Pela Espanha:

Silvio Fernandez Vallin.

Pela Estónia:

Pela Finlândia:

Pela França:

Pierre-Etienne Flandin.
Georges Ripert.

Pela Grã-Bretanha e Irlanda do Norte:

A. H. Dennis.
Orme Clarke.
R. L. Megarry.

Pelo Commonwealth da Austrália:

A. H. Dennis.
Orme Clarke.
R. L. Megarry.

Pela União Sul-Africana:

A. H. Dennis.
Orme Clarke.
R. L. Megarry.

Pela República Helénica:

G. C. Lagoudakis.

Pela Hungria:

Pela Itália:

A. Giannini.

Pelo Japão:

Kazuo Nishikawa.

Pela Letónia:

M. Nukša.

Pelo Luxemburgo:

E. Arendt.

Pelo México:

Pela Noruega:

N. Ch. Ditleff.

Pelos Países Baixos:

W. B. Engelbrecht.

Pela Polónia:

August Zaleski.
Alfons Kuhn.

Pela Roménia:

G. Cretziano.

Pela Suécia:

Pela Suíça:

Edm. Pittard.
Dr. F. Hess.

Pela Checoslováquia:

Dr. V. Girsá.

Pela União das Repúblicas Soviéticas Socialistas:

Kotzubinsky.

Pela Venezuela:

Pela Jugoslávia:

Ivo de Giulli.

**Protocolo final
da Segunda Conferência Internacional
de Direito Privado Aéreo**

Os delegados à Segunda Conferência Internacional do Direito Privado Aéreo reuniram-se em Varsóvia de 4 a 12 de Outubro de 1929 com o fim de discutir o projecto de Convenção relativa aos documentos de transporte aéreo e à responsabilidade do transporte nos transportes

internacionais por aeronaves, elaborado pelo Comité Internacional Técnico de Peritos Jurídicos Aeronáuticos, constituído em virtude de uma moção da Primeira Conferência Internacional de Direito Privado Aéreo, reunida em Paris de 27 de Outubro a 6 de Novembro de 1925. As delegações reunidas em Varsóvia tinham a composição seguinte:

Alemanha:

Chefe da Delegação — Sr. Reinhold Richter, Conselheiro íntimo da Regência, Chefe de repartição no Ministério da Justiça do Reich;

Delegado — Sr. Dr. Alfred Wegerdt, Conselheiro Ministerial do Ministério das Comunicações;

Delegado — Sr. Dr. Erich Albrecht, Conselheiro de Tribunal, Conselheiro íntimo de Justiça, adjunto ao Ministerial no Ministério dos Negócios Estrangeiros;

Delegado — Sr. Dr. Otto Riese, Conselheiro Superior de Regência no Ministério da Justiça do Reich.

Áustria:

Chefe da Delegação — Sr. Dr. Guido Strobele, Conselheiro Ministerial no Ministério da Justiça;

Delegado — Sr. Dr. Rainer Reinehl, Conselheiro Ministerial no Ministério das Comunicações.

BÉLGICA:

Delegado — Sr. de Vos, inspector-geral, chefe adjunto do Gabinete do Ministro da Marinha.

BRASIL:

Delegado — S. Ex.^a o Sr. Alcibiades Peçanha, Enviado Extraordinário e Ministro Plenipotenciário em Varsóvia.

BULGÁRIA:

Delegado — S. Ex.^a o Sr. Vladimir Robeff, Enviado Extraordinário e Ministro Plenipotenciário em Varsóvia.

CHINA:

Delegado — Sr. Wang Yatse, secretário da delegação chinesa junto da Sociedade das Nações.

DINAMARCA:

Chefe da Delegação — Sr. L. Ingerslev, director da Câmara das Tutelas no Ministério da Justiça;

Delegado — Sr. K. Gregersen, do Ministério das Obras Públicas.

EGIPTO:

Delegado — Sr. Aboul Enein Salim, secretário de legação.

ESPAÑA:

Delegado — Sr. R. de Muguero y Pierrard, secretário de legação.

ESTÓNIA:

Delegado — Sr. C. Schmidt, encarregado de negócios a. i. em Varsóvia.

FINLÂNDIA:

Delegado — S. Ex.^a o Sr. Gustavo Idman, Enviado Extraordinário e Ministro Plenipotenciário em Varsóvia.

FRANÇA :

Chefe da Delegação — Sr. Pierre-Etienne Flandin, vice-presidente da Câmara dos Deputados, antigo Ministro;
Delegado — Sr. Georges Ripert, professor da Faculdade de Direito de Paris e perito do Governo Francês na C. I. T. E. J. A.;
Delegado — Sr. Jacques Vivent, subdirector da Aeronáutica Mercante no Ministério do Ar;
Delegado — Sr. Visconde Bertrand du Plessix, adido comercial e adido aeronáutico à Embaixada de França em Varsóvia;
Delegado — Sr. Edmond Sudre, secretário-geral do Comité Internacional Técnico de Peritos Jurídicos Aeronáuticos.

GRÃ-BRETANHA, AUSTRÁLIA, UNIÃO SUL-AFRICANA:

Chefe da Delegação — Sir Alfred Dennis, K. B. E.; C. B.;
Delegado — Sr. Orme Clarke;
Delegado — Sr. R. L. Megarry.

REPÚBLICA HELÉNICA :

Chefe da Delegação — S. Ex.^a o Sr. Georges Lagoudakis, Enviado Extraordinário e Ministro Plenipotenciário em Varsóvia;
Delegado — Sr. J. Youpis, Conselheiro no Tribunal de Atenas, Juiz no Tribunal Arbitral Misto.

HUNGRIA :

Delegado — Sr. Bela de Szent-István, Conselheiro de Secção no Ministério dos Negócios Estrangeiros.

ITÁLIA :

Chefe da Delegação — S. Ex. o Sr. Amedeo Giannini, membro do Conselho de Estado, Ministro Plenipotenciário;
Delegado — Sr. Manlio Molfese, Chefe da Repartição de Aviação Civil e de Comunicações Aéreas;
Delegado — Sr. António Ambrosini, professor na Universidade de Roma;
Delegado — Sr. Felice Paniè, advogado, antigo Deputado;
Delegado — Sr. Salvatore Cacopardo, chefe de secção no Ministério do Ar.

JAPÃO :

Chefe da Delegação — Sr. Kazuo Nishikawa, presidente no Tribunal de Apelação;
Delegado — Sr. S. Iwai, secretário no Ministério das Comunicações;
Delegado — Sr. Visconde Motono, secretário de embaixada.

LETÓNIA :

Delegado — S. Ex.^a o Sr. Nuksa, Enviado Extraordinário e Ministro Plenipotenciário em Varsóvia.

LUXEMBURGO :

Delegado — Sr. Ernest Arendt, Conselheiro de Estado, presidente honorário do Supremo Tribunal de Justiça.

MÉXICO :

Delegado — Sr. Rodriguez Duarte, Cônsul em Varsóvia.

NORUEGA :

Delegado — Sr. N. Chr. Ditleff, encarregado de negócios em Varsóvia.

PAÍSES BAIXOS :

Chefe da Delegação — S. Ex.^a o Sr. W. Engelbrecht, Enviado Extraordinário e Ministro Plenipotenciário em Varsóvia;
Delegado — Sr. J. Wolterbeek-Muller, advogado;
Delegado — Sr. J. F. Schonfeld, chefe de secção no Ministério do Waterstaat.

POLÓNIA :

Chefe da Delegação — Sr. Karol Lutostański, decano da Faculdade de Direito da Universidade de Varsóvia;
Delegado — Sr. Witold Czapski, Subsecretário de Estado no Ministério das Comunicações;
Delegado — Sr. Léon Babiński, jurisconsulto no Ministério dos Negócios Estrangeiros;
Delegado — Sr. Julian Makowski, doutor em Direito, chefe da Secção dos Tratados no Ministério dos Negócios Estrangeiros;
Perito — Sr. Czeslaw Filipowicz, chefe da Aeronáutica Civil no Ministério das Comunicações;
Perito — Sr. Tadeusz Lebiński, agente adjunto do Governo Polaco junto do Tribunal Misto Germano-Polaco em Paris;
Perito — Sr. Bronislaw Pierzchala, doutor em Direito, Conselheiro no Ministério das Comunicações;
Perito — Sr. Wacław Laciński, relator e chefe de serviços no Ministério dos Negócios Estrangeiros;
Perito — Sr. Zygfryd Piatkowski, relator no Ministério das Comunicações;
Perito — Sr. Andrzej Marchwiński, relator no Ministério dos Negócios Estrangeiros.

ROMÉNIA :

Delegado — Sr. G. Davidescu, secretário de legação a. i.

SUÉCIA :

Delegado — S. Ex.^a o Sr. C. d'Anckarsvard, Enviado Extraordinário e Ministro Plenipotenciário em Varsóvia.

SUIÇA :

Chefe da Delegação — Sr. Edmond Pittard, Conselheiro Jurídico da Repartição Aeronáutica Federal;
Delegado — Sr. Fritz Hess, adjunto do chefe do Contencioso e do Secretariado do Departamento Federal dos Caminhos de Ferro.

CHECOSLOVÁQUIA :

Delegado — Sr. Josef Netik, doutor em Direito, Conselheiro no Ministério das Obras Públicas;
Perito — Sr. Charles Wendl, doutor em Direito, secretário de 1.^a classe no Ministério dos Negócios Estrangeiros.

UNIÃO DAS REPÚBLICAS SOVIÉTICAS SOCIALISTAS :

Chefe da Delegação — Sr. G. Kotzubinski, Conselheiro de Legação, encarregado de negócios a. i.
Delegado — Sr. A. Sabanine, director do Departamento.

VENEZUELA :

Delegado — Sr. Dr. Carlos Siso, advogado.

JUGOSLÁVIA :

Chefe da Delegação — Sr. Ivo de Giulli, encarregado de negócios a. i. em Varsóvia.
Delegado — Sr. T. Simovitch, general;

Delegado — Sr. Drakoulitch, tenente-coronel, chefe da Secção de Aviação Civil junto do Ministério da Guerra e da Marinha;

Perito — Sr. Prjitch, assistente na Faculdade de Direito de Belgrado.

I

Depois das suas deliberações os delegados acima indicados acordaram em submeter à assinatura dos plenipotenciários respectivos das Altas Partes Contratantes o texto de um projecto de Convenção para a unificação de certas regras relativas ao transporte aéreo internacional, que ficará aberto à assinatura até 31 de Janeiro de 1930.

II

A Conferência emitiu os votos e resoluções seguintes:

A) A Conferência, considerando que a Convenção de Varsóvia não regula senão certas questões relativas ao transporte aéreo e que a navegação aérea internacional levanta muitas outras questões que seria desejável regular por acordos internacionais, emite o voto de que, por solicitude do Governo Francês, que tomou a iniciativa da reunião dessas conferências, e depois do estudo dessas questões, sejam reunidas ulteriormente novas conferências, que prosseguirão esta obra de unificação.

B) A Conferência, considerando a importância sob o ponto de vista internacional de uma regulamentação uniforme dos transportes aéreos de qualquer natureza, emite o voto de que o Comité Internacional Técnico de Peritos Jurídicos Aeronáuticos prepare, o mais cedo possível, um anteprojecto de Convenção sobre a matéria.

C) A Conferência, considerando a oportunidade de terem uma redacção uniforme os documentos de transportes para todas as companhias de navegação aérea, emite o voto de que elas adoptem modelos preparados pelo Comité Internacional Técnico de Peritos Jurídicos Aeronáuticos.

D) A Conferência, tendo tomado conhecimento da proposta feita pela Delegação Brasileira, no que respeita à definição do transportador, nos termos do artigo 1.º, entendendo que a questão não deve ser regulada nesta Convenção, remete ao Comité Internacional Técnico de Peritos Jurídicos Aeronáuticos a proposta com a memória preparada pela dita Delegação a fim de que ela utilize esse trabalho preparatório.

E) A Conferência, tendo tomado conhecimento da proposta da Delegação Brasileira de acrescentar à Convenção um artigo respeitante à obrigação para o transportador de conservar durante dois anos os documentos de transporte segundo as disposições já adoptadas pela lei italiana, considerando que a questão não deve ser encarada nesta Convenção, chama sobre a proposta a atenção do Comité Internacional Técnico de Peritos Jurídicos Aeronáuticos para que ele possa utilizar a proposta brasileira nos seus trabalhos.

Em fé do que os delegados assinam o presente Protocolo final.

Feito em Varsóvia, aos 12 de Outubro de 1929, num só exemplar, que ficará depositado nos arquivos do Ministério dos Negócios Estrangeiros da República da Polónia e de que uma cópia, autenticada, será entregue a todas as delegações que tomam parte na Conferência.

Alemanha:

R. Richter.
Dr. A. Wegerdt.
Dr. E. Albrecht.
Dr. iur. Otto Riese.

Áustria:

Strobele.
Reinoehl.

Bélgica:

Henry de Vos.

Brasil:

Alcibiades Peçanha.

Bulgária:

V. Robeff.

China:

Yates Wang.

Dinamarca:

L. Ingerslev.
Knud Gregersen.

Egipto:

A. E. Salim.

Espanha:

Rafael de Muguero y Pierrard.

Estónia:

Schmidt.

Finlândia:

G. Idman.

França:

Pierre-Etienne Flandin.
G. Ripert.
Vivent.
Plessix.
E. Sudre.

Grã-Bretanha e Irlanda do Norte:

A. H. Dennis.
Orme Clarke.
R. L. Megarry.

Commonwealth da Austrália:

A. H. Dennis.
Orme Clarke.
R. L. Megarry.

União Sul-Africana:

A. H. Dennis.
Orme Clarke.
R. L. Megarry.

República Helénica:

G. C. Lagoudakis.
J. Youpis.

Hungria:

B. Szent-István.

Itália:

A. Giannini.
Molfese.
Salvatore Cacopardo.

Japão:

Kazuo Nishikawa.
S. Iwai.
G. Motono.

Letónia:
M. Nuksa.

Luxemburgo:
E. Arendt.

México:
Rodríguez Duarte.

Noruega:
N. Chr. Ditleff.

Países Baixos:
W. B. Engelbrecht.

Polónia:
Karol Lutostański.
Witold Czapski.
Léon Babiński.
Juljan Makowski.
Czesław Filipowicz.
Tadeusz Lebiński.
Dr. Bronisław Pierzchala.
Wacław Laciński.
Zygfryd Piatkowski.
Andrzej Marchwiński.

Roménia:
G. Davidescu.

Suécia:
D'Anckarsvard.

Suíça:
Edm. Pittard.
Dr. F. Hess.

Checoslováquia:
Jur. Dr. Josef Netik.
Dr. K. Wendl.

União das Repúblicas Soviéticas Socialistas:
Kotzubinski.
A. Sabanine.
(Sob reserva das declarações feitas na sessão de encerramento).

Venezuela:

Jugoslávia:
Ivo de Giulli.
D. T. Simovitch.
Dr. iur. S. Drakulitch.
Prjitch.

A presente Convenção e seus Protocolos adicional e final foram ratificados pelos países abaixo mencionados, que depositaram nos arquivos do Ministério dos Negócios Estrangeiros da Polónia os instrumentos de ratificação respectivos nas datas seguintes:

	Data do depósito dos instrumentos de ratificação	O instrumento de ratificação contém
Espanha	31 de Março de 1930	Convenção e protocolo adicional ¹ .
Brasil	2 de Maio de 1931	Convenção, protocolo adicional e protocolo final.
Jugoslávia	27 de Maio de 1931	Convenção, protocolo adicional e protocolo final.
Roménia	8 de Julho de 1931	Convenção e protocolo adicional.
França	15 de Novembro de 1932	Convenção e protocolo adicional ² .
Letónia	15 de Novembro de 1932	Convenção e protocolo adicional.
Polónia	15 de Novembro de 1932	Convenção e protocolo adicional.
Grã-Bretanha e Irlanda do Norte	14 de Fevereiro de 1933	Convenção e protocolo adicional ³ .
Itália	14 de Fevereiro de 1933	Convenção ⁴ .
Países-Baixos (compreendendo as Índias Neerlandesas, Surinam e Curaçau)	1 de Julho de 1933	Convenção e protocolo adicional.
Alemanha	30 de Setembro de 1933	Convenção e protocolo adicional.
Suíça	9 de Maio de 1934	Convenção e protocolo adicional.
U. R. S. S.	20 de Agosto de 1934	Convenção e protocolo adicional.
Checoslováquia	17 de Novembro de 1934	Convenção e protocolo adicional.
Commonwealth de Austrália (compreendendo a Papuásia, a Ilha de Norfolk e os territórios sob mandato da Nova Guiné e de Nauru)	1 de Agosto de 1935	Convenção e protocolo adicional.
Bélgica (vincula também o Congo Belga e o território sob mandato do Ruanda-Urundi)	13 de Julho de 1936	Convenção e protocolo adicional.

¹ O Governo Espanhol confirmou que as suas colónias e a zona espanhola do Protectorado de Marrocos são igualmente partes da dita Convenção.

² O Governo Francês não fez qualquer reserva no que respeita à aplicação da Convenção às colónias, países de protectorado e países sob mandato francês.

³ Com a declaração seguinte:

In accordance with the provisions of Article 40 of the Convention for the Unification of Certain Rules relating to International Carriage by Air, I hereby declare, at the moment of depositing the ratification of His Majesty the King of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India, in respect of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland, that His Majesty's acceptance of the present Convention in respect of the United Kingdom does not apply to any of His Colonies, Protectorates, Territories under Mandate or any other territory under His Sovereignty or authority, or any territory under His suzerainty.

Tradução

Em conformidade com as disposições do artigo 40.º da Convenção para a unificação de certas regras relativas ao transporte aéreo internacional, ao depositar a ratificação de Sua Majestade o Rei da Grã-Bretanha, Irlanda do Norte e Domínios Britânicos do Ultramar, Imperador das Índias, no que respeita ao Reino Unido da Grã-Bretanha e Irlanda do Norte, declaro que a aceitação por Sua Majestade da presente Convenção respeitante ao Reino Unido não se aplica a qualquer das suas colónias, protectorados, territórios sob mandato nem a qualquer outro território submetido à sua soberania ou autoridade nem a qualquer território sob a sua suserania.

⁴ O Governo Italiano declarou que a Convenção é extensiva às possessões insulares italianas no Mar Egeu, assim como às colónias italianas.

Nas datas abaixo mencionadas foram notificados ao Governo da República da Polónia as adesões dos seguintes países à mesma Convenção e respectivos Protocolos:

	Data da notificação da adesão	A adesão abrange
México	14 de Fevereiro de 1933	Convenção e protocolo adicional.
Liechtenstein	9 de Maio de 1934	Convenção e protocolo adicional.
Estados Unidos da América	31 de Julho de 1934	Convenção e protocolo adicional ¹ .
Índia	20 de Novembro de 1934	Convenção e protocolo adicional.
Bahamas		
Barbados		
Bermudas		
Guiana Britânica		
Honduras Britânicas		
Ceilaó		
Chipre		
Ilhas Falkland e dependências		
Fidji		
Gambia (colónia e protectorado)		
Gibraltar		
Costa do Ouro:		
a) Colónia		
b) Achanti		
c) Os territórios do Norte		
d) Togo sob mandato britânico		
Hong-Kong		
Jamaica (compreendendo as ilhas Turcas e Caicos, assim como as ilhas Caiman)		
Kenia (colónia e protectorado)		
Ilhas Sotavento:		
Antigua		
Dominga		
Montserrat		
S. Cristóvão e Nevis		
Ilhas Virgens		
Malta	3 de Dezembro de 1934	Convenção e protocolo adicional.
Maurícia		
Nigéria:		
a) Colónia		
b) Protectorado		
c) Camarões sob mandato britânico		
Rodésia do Norte		
Protectorado da Niassalândia		
Palestina (com excepção da Transjordânia)		
Santa Helena e Ascensão		
Seychelles		
Serra Leoa (colónia e protectorado)		
Protectorado de Somalilândia		
Estabelecimentos dos Estreitos		
Território do Tanganica		
Trindade e Tobago		
Protectorado de Ouganda		
Ilhas do Pacífico Ocidental:		
Protectorado das ilhas Salomão britânicas		
Colónia das ilhas Gilbert e Ellice		
Ilhas Barlavento:		
Grenadilhos		
Santa Luzia		
S. Vicente		
Protectorado de Zanzibar		
Rodésia do Sul	3 de Janeiro de 1935	Convenção e protocolo adicional.
Cidade Livre de Dantzig (por intermédio da Polónia)	18 de Março de 1935	Convenção e protocolo adicional.
Estado Livre da Irlanda	20 de Setembro de 1935	Convenção e protocolo adicional.
Hungria	29 de Maio de 1936	Convenção e protocolo adicional.

¹ Com a reserva prevista no Protocolo adicional.

	Data da notificação da adesão	A adesão abrange?
Estados malásios:		
a) Estados malásios federados:		
Negri Sembilan		
Pahang		
Perak		
Selangor		
b) Estados malásios não federados:		
Johore	4 de Julho de 1936	Convenção e protocolo adicional.
Kedah		
Kelantan		
Perlis		
Trengganu		
Brunei		
Bornéu do Norte		
Sarawak		
Tonga		
Nova Zelândia	6 de Abril de 1937	Convenção e protocolo adicional.
Canadá	10 de Junho de 1947	Convenção e protocolo adicional ¹ .

¹ De harmonia com o facultado pelo Protocolo adicional, o Governo do Canadá declarou que o n.º 1 do artigo 2.º da presente Convenção não se aplicará aos transportes internacionais efectuados pelo Canadá ou por quaisquer outros territórios que venham a ficar sob a sua jurisdição.

A Convenção entrou em vigor, para o Brasil, Espanha, França, Letónia, Polónia, Roménia e Jugoslávia no dia 13 de Fevereiro de 1933. Relativamente aos países que depositaram os seus instrumentos de ratificação ou que notificaram a sua adesão posteriormente a 15 de Novembro de 1932, a presente Convenção entrou em vigor no nonagésimo dia contado a partir da data destes depósitos ou destas notificações de adesão.

Direcção-Geral dos Negócios Políticos e da Administração Interna, 7 de Junho de 1948. — O Director-Geral, *António de Faria*.

Direcção-Geral dos Negócios Económicos e Consulares

Decreto-Lei n.º 45 069

Usando da faculdade conferida pela 2.ª parte do n.º 2.º do artigo 109.º da Constituição, o Governo decreta e eu promulgo, para valer como lei, o seguinte:

Artigo único. É aprovado, para ratificação, o Protocolo assinado na Haia em 28 de Setembro de 1955, modificando a Convenção sobre a unificação de certas normas relativas ao transporte aéreo internacional, assinada em Varsóvia em 12 de Outubro de 1929, cujos textos, em francês e respectiva tradução portuguesa, vão anexos ao presente decreto-lei.

Publique-se e cumpra-se como nele se contém.

Paços do Governo da República, 12 de Junho de 1963. — AMÉRICO DEUS RODRIGUES THOMAZ — *António de Oliveira Salazar* — *José Gonçalo da Cunha Sottomayor Correia de Oliveira* — *Manuel Gomes de Araújo* — *Alfredo Rodrigues dos Santos Júnior* — *João de Matos Antunes Varcla* — *António Manuel Pinto Barbosa* — *Joaquim da Luz Cunha* — *Fernando Quintanilha Mendonça Dias* — *Alberto Marciano Gorjão Franco Nogueira* — *Eduardo de Arantes e Oliveira* — *António Augusto Peixoto Correia* — *Inocência Galvão Telles* — *Luis Maria Teixeira Pinto* — *Carlos Gomes da Silva Ribcero* — *José João Gonçalves de Proença* — *Pedro Mário Soares Martinez*.

Protocole portant modification de la Convention pour l'unification de certaines règles relatives au transport aérien international signée à Varsovie le 12 octobre 1929.

Les Gouvernements soussignés,

Considérant qu'il est souhaitable d'amender la Convention pour l'unification de certaines règles relatives au

transport aérien international signée à Varsovie le 12 octobre 1929,

Sont convenus de ce qui suit:

CHAPITRE PREMIER

Amendements à la Convention.

ARTICLE PREMIER

À l'article premier de la Convention:

a) l'alinéa 2 est supprimé et remplacé par la disposition suivante:

2. Est qualifié transport international, au sens de la présente Convention, tout transport dans lequel, d'après les stipulations des parties, le point de départ et le point de destination, qu'il y ait ou non interruption de transport ou transbordement, sont situés soit sur le territoire de deux Hautes Parties Contractantes, soit sur le territoire d'une seule Haute Partie Contractante si une escale est prévue sur le territoire d'un autre État, même si cet État n'est pas une Haute Partie Contractante. Le transport sans une telle escale entre deux points du territoire d'une seule Haute Partie Contractante n'est pas considéré comme international au sens de la présente Convention.

b) l'alinéa 3 est supprimé et remplacé par la disposition suivante:

3. Le transport à exécuter par plusieurs transporteurs par air successifs est censé constituer pour l'application de la présente Convention un transport unique lorsqu'il a été envisagé par les parties comme une seule opération, qu'il ait été conclu sous la forme d'un seul contrat ou d'une série de contrats, et il ne perd pas son caractère international par le fait

qu'un seul contrat ou une série de contrats doivent être exécutés intégralement dans le territoire d'un même État.

ARTICLE II

A l'article 2 de la Convention l'alinéa 2 est supprimé et remplacé par la disposition suivante:

2. La présente Convention ne s'applique pas au transport du courrier et des colis postaux.

ARTICLE III

A l'article 3 de la Convention:

a) l'alinéa 1^{er} est supprimé et remplacé par la disposition suivante:

1. Dans le transport de passagers, un billet de passage doit être délivré, contenant:

- a) l'indication des points de départ et de destination;
- b) si les points de départ et de destination sont situés sur le territoire d'une même Haute Partie Contractante et qu'une ou plusieurs escales soient prévues sur le territoire d'un autre Etat, l'indication d'une de ces escales;
- c) un avis indiquant que si les passagers entreprennent un voyage comportant une destination finale ou une escale dans un pays autre que le pays de départ, leur transport peut être régi par la Convention de Varsovie qui, en général, limite la responsabilité du transporteur en cas de mort ou de lésion corporelle, ainsi qu'en cas de perte ou d'avarie des bagages.

b) l'alinéa 2 est supprimé et remplacé par la disposition suivante:

2. Le billet de passage fait foi, jusqu'à preuve contraire, de la conclusion et des conditions du contrat de transport. L'absence, l'irrégularité ou la perte du billet n'affecte ni l'existence ni la validité du contrat de transport, qui n'en sera pas moins soumis aux règles de la présente Convention. Toutefois, si, du consentement du transporteur, le passager s'embarque sans qu'un billet de passage ait été délivré, ou si le billet ne comporte pas l'avis prescrit à l'alinéa 1 c) du présent article, le transporteur n'aura pas le droit de se prévaloir des dispositions de l'article 22.

ARTICLE IV

A l'article 4 de la Convention:

a) les alinéas 1, 2 et 3 sont supprimés et remplacés par la disposition suivante:

1. Dans le transport de bagages enregistrés, un bulletin de bagages doit être délivré qui, s'il n'est pas combiné avec un billet de passage conforme aux dispositions de l'article 3, alinéa 1^{er}, ou n'est pas inclus dans un tel billet, doit contenir:

- a) l'indication des points de départ et de destination;
- b) si les points de départ et de destination sont situés sur le territoire d'une même Haute Partie Contractante et qu'une ou plusieurs escales soient prévues sur le territoire d'un autre Etat, l'indication d'une de ces escales;

c) un avis indiquant que, si le transport comporte une destination finale ou une escale dans un pays autre que le pays de départ, il peut être régi par la Convention de Varsovie qui, en général, limite la responsabilité du transporteur en cas de perte ou d'avarie des bagages.

b) l'alinéa 4 est supprimé et remplacé par la disposition suivante:

2. Le bulletin de bagages fait foi, jusqu'à preuve contraire, de l'enregistrement des bagages et des conditions du contrat de transport. L'absence, l'irrégularité ou la perte du bulletin n'affecte ni l'existence ni la validité du contrat de transport, qui n'en sera pas moins soumis aux règles de la présente Convention. Toutefois, si le transporteur accepte la garde des bagages sans qu'un bulletin ait été délivré ou si, dans le cas où le bulletin n'est pas combiné avec un billet de passage conforme aux dispositions de l'article 3, alinéa 1 c), ou n'est pas inclus dans un tel billet, il ne comporte pas l'avis prescrit à l'alinéa 1 c) du présent article, le transporteur n'aura pas le droit de se prévaloir des dispositions de l'article 22, alinéa 2.

ARTICLE V

A l'article 6 de la Convention l'alinéa 3 est supprimé et remplacé par la disposition suivante:

3. La signature du transporteur doit être apposée avant l'embarquement de la marchandise à bord de l'aéronef.

ARTICLE VI

L'article 8 de la Convention est supprimé et remplacé par la disposition suivante:

La lettre de transport aérien doit contenir:

- a) l'indication des points de départ et de destination;
- b) si les points de départ et de destination sont situés sur le territoire d'une même Haute Partie Contractante et qu'une ou plusieurs escales soient prévues sur le territoire d'un autre Etat, l'indication d'une de ces escales;
- c) un avis indiquant aux expéditeurs que, si le transport comporte une destination finale ou une escale dans un pays autre que le pays de départ, il peut être régi par la Convention de Varsovie qui, en général, limite la responsabilité des transporteurs en cas de perte ou d'avarie des marchandises.

ARTICLE VII

L'article 9 de la Convention est supprimé et remplacé par la disposition suivante:

Si, du consentement du transporteur, des marchandises sont embarquées à bord de l'aéronef sans qu'une lettre de transport aérien ait été établie ou si celle-ci ne comporte pas l'avis prescrit à l'article 8, alinéa c), le transporteur n'aura pas le droit de se prévaloir des dispositions de l'article 22, alinéa 2.

ARTICLE VIII

A l'article 10 de la Convention l'alinéa 2 est supprimé et remplacé par la disposition suivante:

2. Il supportera la responsabilité de tout dommage subi par le transporteur ou par toute autre personne à l'égard de laquelle la responsabilité du transporteur est engagée à raison de ses indications et déclarations irrégulières, inexactes ou incomplètes.

ARTICLE IX

A l'article 15 de la Convention l'alinéa suivant est inséré:

3. Rien dans la présente Convention n'empêche l'établissement d'une lettre de transport aérien négociable.

ARTICLE X

L'alinéa 2 de l'article 20 de la Convention est supprimé.

ARTICLE XI

L'article 22 de la Convention est supprimé et remplacé par les dispositions suivantes:

ARTICLE 22

1. Dans le transport des personnes, la responsabilité du transporteur relative à chaque passager est limitée à la somme de deux cent cinquante mille francs. Dans le cas où, d'après la loi du tribunal saisi, l'indemnité peut être fixée sous forme de rente, le capital de la rente ne peut dépasser cette limite. Toutefois par une convention spéciale avec le transporteur, le passager pourra fixer une limite de responsabilité plus élevée.

2. a) Dans le transport de bagages enregistrés et de marchandises, la responsabilité du transporteur est limitée à la somme de deux cent cinquante francs par kilogramme, sauf déclaration spéciale d'intérêt à la livraison faite par l'expéditeur au moment de la remise du colis au transporteur et moyennant le paiement d'une taxe supplémentaire éventuelle. Dans ce cas, le transporteur sera tenu de payer jusqu'à concurrence de la somme déclarée, à moins qu'il ne prouve qu'elle est supérieure à l'intérêt réel de l'expéditeur à la livraison.

b) En cas de perte, d'avarie ou de retard d'une partie des bagages enregistrés ou des marchandises, ou de tout objet qui y est contenu, seul le poids total du ou des colis dont il s'agit est pris en considération pour déterminer la limite de responsabilité du transporteur. Toutefois, lorsque la perte, l'avarie ou le retard d'une partie des bagages enregistrés ou des marchandises, ou d'un objet qui y est contenu, affecte la valeur d'autres colis couverts par le même bulletin de bagages ou la même lettre de transport aérien, le poids total de ces colis doit être pris en considération pour déterminer la limite de responsabilité.

3. En ce qui concerne les objets dont le passager conserve la garde, la responsabilité du transporteur est limitée à cinq mille francs par passager.

4. Les limites fixées par le présent article n'ont pas pour effet d'enlever au tribunal la faculté d'allouer en outre, conformément à sa loi, une somme correspondant à tout ou partie des dépens et autres frais du procès exposés par le demandeur. La disposition précédente ne s'applique pas lorsque le montant de l'indemnité alloué, non compris les dépens et autres

frais de procès, ne dépasse pas la somme que le transporteur a offerte par écrit au demandeur dans un délai de six mois à dater du fait qui a causé le dommage ou avant l'introduction de l'instance si celle-ci est postérieure à ce délai.

5. Les sommes indiquées en francs dans le présent article sont considérées comme se rapportant à une unité monétaire constituée par soixante-cinq milligrammes et demi d'or au titre de neuf cents millièmes de fin. Ces sommes peuvent être converties dans chaque monnaie nationale en chiffres ronds. La conversion de ces sommes en monnaies nationales autres que la monnaie-or s'effectuera en cas d'instance judiciaire suivant la valeur-or de ces monnaies à la date du jugement.

ARTICLE XII

A l'article 23 de la Convention, la disposition actuelle devient l'alinéa 1^{er}, et l'alinéa 2 suivant est ajouté:

2. L'alinéa 1^{er} du présent article ne s'applique pas aux clauses concernant la perte ou le dommage résultant de la nature ou du vice propre des marchandises transportées.

ARTICLE XIII

A l'article 25 de la Convention les alinéas 1 et 2 sont supprimés et remplacés par la disposition suivante:

Les limites de responsabilité prévues à l'article 22 ne s'appliquent pas s'il est prouvé que le dommage résulte d'un acte ou d'une omission du transporteur ou de ses préposés fait, soit avec l'intention de provoquer un dommage, soit témérairement et avec conscience qu'un dommage en résultera probablement, pour autant que, dans le cas d'un acte ou d'une omission de préposés, la preuve soit également apportée que ceux-ci ont agi dans l'exercice de leurs fonctions.

ARTICLE XIV

Après l'article 25 de la Convention, l'article suivant est inséré:

ARTICLE 25-A

1. Si une action est intentée contre un préposé du transporteur à la suite d'un dommage visé par la présente Convention, ce préposé, s'il prouve qu'il a agi dans l'exercice de ses fonctions, pourra se prévaloir des limites de responsabilité que peut invoquer ce transporteur en vertu de l'article 22.

2. Le montant total de la réparation qui, dans ce cas, peut être obtenu du transporteur et de ses préposés ne doit pas dépasser lesdites limites.

3. Les dispositions des alinéas 1 et 2 du présent article ne s'appliquent pas s'il est prouvé que le dommage résulte d'un acte ou d'une omission du préposé fait, soit avec l'intention de provoquer un dommage, soit témérairement et avec conscience qu'un dommage en résultera probablement.

ARTICLE XV

A l'article 26 de la Convention l'alinéa 2 est supprimé et remplacé par la disposition suivante:

2. En cas d'avarie, le destinataire doit adresser au transporteur une protestation immédiatement après la découverte de l'avarie et, au plus tard, dans un délai de sept jours pour les bagages et de quatorze jours pour les marchandises à dater de leur récep-

tion. En cas de retard, la protestation devra être faite au plus tard dans les vingt et un jours à dater du jour où le bagage ou la marchandise auront été mis à sa disposition.

ARTICLE XVI

L'article 34 de la Convention est supprimé et remplacé par la disposition suivante:

Les dispositions des articles 3 à 9 inclus relatives aux titres de transport ne sont pas applicables au transport effectué dans des circonstances extraordinaires en dehors de toute opération normale de l'exploitation aérienne.

ARTICLE XVII

Après l'article 40 de la Convention, l'article suivant est inséré:

ARTICLE 40-A

1. A l'article 37, alinéa 2, et à l'article 40, alinéa 1^{er}, l'expression «Haute Partie Contractante» signifie «Etat». Dans tous les autres cas, l'expression «Haute Partie Contractante» signifie un Etat dont la ratification ou l'adhésion à la Convention a pris effet et dont la dénonciation n'a pas pris effet.

2. Aux fins de la Convention, le mot «territoire» signifie non seulement le territoire métropolitain d'un Etat, mais aussi tous les territoires qu'il représente dans les relations extérieures.

CHAPITRE II

Champ d'application de la Convention amendée

ARTICLE XVIII

La Convention amendée par le présent Protocole s'applique au transport international défini à l'article 1^{er} de la Convention lorsque les points de départ et de destination sont situés soit sur le territoire de deux Etats parties au présent Protocole, soit sur le territoire d'un seul Etat partie au présent Protocole si une escale est prévue dans le territoire d'un autre Etat.

CHAPITRE III

Dispositions protocolaires

ARTICLE XIX

Entre les Parties au présent Protocole, la Convention et le Protocole seront considérés et interprétés comme un seul et même instrument et seront dénommés Convention de Varsovie amendée à la Haye en 1955.

ARTICLE XX

Jusqu'à sa date d'entrée en vigueur conformément aux dispositions de l'article xxii, alinéa 1^{er}, le présent Protocole restera ouvert à la signature à tout Etat qui aura ratifié la Convention ou y aura adhéré, ainsi qu'à tout Etat ayant participé à la Conférence à laquelle ce Protocole a été adopté.

ARTICLE XXI

1. Le présent Protocole sera soumis à la ratification des Etats signataires.

2. La ratification du présent Protocole par un Etat qui n'est pas partie à la Convention emporte adhésion à la Convention amendée par ce Protocole.

3. Les instruments de ratification seront déposés auprès du Gouvernement de la République Populaire de Pologne.

ARTICLE XXII

1. Lorsque le présent Protocole aura réuni les ratifications de trente Etats signataires, il entrera en vigueur entre ces Etats le quatre-vingt-dixième jour après le dépôt du trentième instrument de ratification. A l'égard de chaque Etat qui le ratifiera par la suite, il entrera en vigueur le quatre-vingt-dixième jour après le dépôt de son instrument de ratification.

2. Dès son entrée en vigueur, le présent Protocole sera enregistré auprès de l'Organisation des Nations Unies par le Gouvernement de la République Populaire de Pologne.

ARTICLE XXIII

1. Après son entrée en vigueur, le présent Protocole sera ouvert à l'adhésion de tout Etat non signataire.

2. L'adhésion au présent Protocole par un Etat qui n'est pas partie à la Convention emporte adhésion à la Convention amendée par le présent Protocole.

3. L'adhésion sera effectuée par le dépôt d'un instrument d'adhésion auprès du Gouvernement de la République Populaire de Pologne et produira ses effets le quatre-vingt-dixième jour après ce dépôt.

ARTICLE XXIV

1. Toute Partie au présent Protocole pourra le dénoncer par une notification faite au Gouvernement de la République Populaire de Pologne.

2. La dénonciation produira ses effets six mois après la date de réception par le Gouvernement de la République Populaire de Pologne de la notification de dénonciation.

3. Entre les Parties au présent Protocole, la dénonciation de la Convention par l'une d'elles en vertu de l'article 39 ne doit pas être interprétée comme une dénonciation de la Convention amendée par le présent Protocole.

ARTICLE XXV

1. Le présent Protocole s'appliquera à tous les territoires qu'un Etat partie à ce Protocole représente dans les relations extérieures, à l'exception des territoires à l'égard desquels une déclaration a été faite conformément à l'alinéa 2 du présent article.

2. Tout Etat pourra, au moment du dépôt de son instrument de ratification ou d'adhésion, déclarer que son acceptation du présent Protocole ne vise pas un ou plusieurs des territoires qu'il représente dans les relations extérieures.

3. Tout Etat pourra par la suite notifier au Gouvernement de la République Populaire de Pologne que le présent Protocole s'appliquera à un ou plusieurs des territoires ayant fait l'objet de la déclaration prévue à l'alinéa 2 du présent article. Cette notification produira ses effets le quatre-vingt-dixième jour après la date de sa réception par ce Gouvernement.

4. Tout Etat partie à ce Protocole pourra, conformément aux dispositions de l'article xxiv, alinéa 1^{er}, dénoncer le présent Protocole séparément pour tous ou pour l'un quelconque des territoires qu'il représente dans les relations extérieures.

ARTICLE XXVI

Il ne sera admis aucune réserve au présent Protocole. Toutefois, un Etat pourra à tout moment déclarer par notification faite au Gouvernement de la République Populaire de Pologne que la Convention amendée par le présent Pro-

toque ne s'appliquera pas au transport de personnes, de marchandises et de bagages effectué pour ses autorités militaires à bord d'aéronefs immatriculés dans le dit Etat et dont la capacité entière a été réservée par ces autorités ou pour le compte de celles-ci.

ARTICLE XXVII

Le Gouvernement de la République Populaire de Pologne notifiera immédiatement aux Gouvernements de tous les Etats signataires de la Convention ou du présent Protocole, de tous les Etats parties à la Convention ou au présent Protocole, et de tous les Etats membres de l'Organisation de l'aviation civile internationale ou de l'Organisation des Nations Unies, ainsi qu'à l'Organisation de l'aviation civile internationale:

- a) toute signature du présent Protocole et la date de cette signature;
- b) le dépôt de tout instrument de ratification du présent Protocole ou d'adhésion à ce dernier et la date de ce dépôt;
- c) la date à laquelle le présent Protocole entre en vigueur conformément à l'alinéa 1^{er} de l'article XXII;
- d) la réception de toute notification de dénonciation et la date de réception;
- e) la réception de toute déclaration ou notification faite en vertu de l'article XXV et la date de réception; et
- f) la réception de toute notification faite en vertu de l'article XXVI et la date de réception.

En foi de quoi les Plénipotentiaires soussignés, dûment autorisés, ont signé le présent Protocole.

Fait à la Haye le vingt-huitième jour du mois de septembre de l'année mil neuf cent cinquante-cinq, en trois textes authentiques rédigés dans les langues française, anglaise et espagnole. En cas de divergence, le texte en langue française, langue dans laquelle la Convention avait été rédigée, fera foi.

Le présent Protocole sera déposé auprès du Gouvernement de la République Populaire de Pologne où, conformément aux dispositions de l'article XX, il restera ouvert à la signature, et ce Gouvernement transmettra des copies certifiées du présent Protocole aux Gouvernements de tous les Etats signataires de la Convention ou du présent Protocole, de tous les Etats membres de l'Organisation de l'aviation civile internationale ou de l'Organisation des Nations Unies, ainsi qu'à l'Organisation de l'aviation civile internationale.

Copie certifiée conforme à l'original.

Varsovie, le 16 Mars 1956. — Prof. Dr. M. Lachs, Le Chef du Département Juridique et des Traités au Ministère des Affaires Etrangères de la République Populaire de Pologne.

Protocolo modificando a Convenção sobre a unificação de certas normas relativas ao transporte aéreo internacional, assinada em Varsóvia a 12 de Outubro de 1929.

Os Governos abaixo assinados,

Considerando que seria conveniente modificar a Convenção sobre a unificação de certas normas relativas ao transporte aéreo internacional, assinada em Varsóvia a 12 de Outubro de 1929, chegaram a acordo sobre o seguinte:

CAPITULO I

Modificações introduzidas na Convenção

ARTIGO I

No artigo 1 da Convenção:

a) A alínea 2 é suprimida e substituída pela disposição seguinte:

2. Para o efeito da presente Convenção, é considerado transporte internacional todo o transporte no qual, de acordo com o que foi estipulado pelas Partes, o ponto de partida e o ponto de destino, quer haja ou não interrupções de transporte ou transbordo, estejam situados quer no território de duas Altas Partes Contratantes, quer apenas no território de uma Alta Parte Contratante, se se previu uma escala no território de um outro Estado, mesmo que este Estado não seja uma Alta Parte Contratante. O transporte entre dois pontos dentro do território de uma única Alta Parte Contratante sem uma escala estabelecida no território de outro Estado não será considerado transporte internacional para os efeitos da presente Convenção.

b) A alínea 3 é suprimida e substituída pela seguinte disposição:

3. O transporte que tenha que ser executado por vários transportes aéreos sucessivos constituirá, para a aplicação da presente Convenção, um transporte único quando tenha sido considerado pelas Partes como uma única operação, quer tenha sido objecto de um único contrato, quer de uma série de contratos, e não perde o seu carácter internacional pelo facto de que um único contrato ou uma série de contratos devam executar-se integralmente no território do mesmo Estado.

ARTIGO II

No artigo 2 da Convenção a alínea 2 é suprimida e substituída pela seguinte disposição:

2. A presente Convenção não se aplica ao transporte de correio e de encomendas postais.

ARTIGO III

No artigo 3 da Convenção:

a) A alínea 1 é suprimida e substituída pela seguinte disposição:

1. No transporte de passageiros deverá entregar-se um bilhete de passagem que contenha:

- a) A indicação dos pontos de partida e de destino;
- b) Se os pontos de partida e de destino estão situados no território de uma única Alta Parte Contratante e se foram previstas uma ou mais escalas no território de um outro Estado, deverá indicar-se uma dessas escalas;
- c) Um aviso indicando que, se os passageiros realizam uma viagem cujo ponto final de destino ou uma escala se encontram noutro país sem ser o de partida, o seu transporte poderá ser regulado pela Convenção de Varsóvia, a qual, na maioria dos casos limita a responsabilidade da entidade transportadora em caso de morte ou de danos corporais, bem assim como no caso de perda ou de deteriorização das bagagens.

b) A alínea 2 é suprimida e substituída pela seguinte disposição:

2. O bilhete de passagem faz fé, salvo prova em contrário, da conclusão e das condições do contrato de transporte. A falta, a irregularidade ou a perda do bilhete não afectam nem a existência nem a validade do contrato de transporte, que continuará sujeito às normas da presente Convenção. Contudo, se, com o consentimento da entidade transportadora, o passageiro embarca sem que lhe tenha sido entregue um bilhete de passagem ou se este bilhete não inclui o aviso exigido na alínea 1 c) do presente artigo, a entidade transportadora não terá o direito de fazer valer as disposições do artigo 22.

ARTIGO IV

No artigo 4 da Convenção:

a) Suprimem-se as alíneas 1, 2 e 3, que são substituídas pela seguinte disposição:

1. No transporte de bagagens registadas deverá entregar-se um boletim de bagagem, que, se não for emitido juntamente com um bilhete de passagem que satisfaça os requisitos do artigo 3, alínea 1, ou se não for incorporado no mesmo bilhete, deverá conter:

- a) A indicação dos pontos de partida e de destino;
- b) Se os pontos de partida e de destino estão situados no território de uma única Alta Parte Contratante e se foram previstas uma ou mais escalas num território de um outro Estado, deverá indicar-se uma dessas escalas;
- c) Um aviso indicando que, se o transporte cujo ponto final de destino ou uma escala se encontra num outro país que não seja o país de partida, esse transporte pode ser regulado pela Convenção de Varsóvia, que, na maioria dos casos, limita a responsabilidade da entidade transportadora em casos de perda ou de deterioração das bagagens.

b) A alínea 4 é suprimida e substituída pela seguinte disposição:

2. O boletim de bagagem faz fé, até prova em contrário, do registo das bagagens e das condições do contrato de transporte. A falta, a irregularidade ou a perda do boletim não afecta nem a existência, nem a validade do contrato de transporte, que continuará sujeito às normas da presente Convenção. Contudo, se a entidade transportadora aceita guardar as bagagens sem que tenha sido entregue um boletim de bagagem, ou se este, no caso de não ser emitido em conjunto com um bilhete de passagem que satisfaça os requisitos do artigo 3, alínea 1 c), ou não esteja incorporado nesse bilhete, não comporta o aviso exigido na alínea 1, a referida entidade transportadora não terá o direito de fazer valer as disposições do artigo 22, parágrafo 2.

ARTIGO V

No artigo 6 da Convenção a alínea 3 é suprimida e substituída pela seguinte disposição:

3. A entidade transportadora assinará antes do embarque da mercadoria a bordo da aeronave.

ARTIGO VI

O artigo 8 da Convenção é suprimido e substituído pela seguinte disposição:

A guia de transporte aéreo deve conter:

- a) A indicação dos pontos de partida e de destino;
- b) Se os pontos de partida e de destino estão situados no território de uma única Alta Parte Contratante e se foram previstas uma ou mais escalas em território de um outro Estado, deverá indicar-se uma dessas escalas;
- c) Um aviso indicando aos expedidores que, se o transporte cujo ponto final de destino, ou uma escala, está situado num país que não seja o da partida, poderá ser regulado pela Convenção de Varsóvia, que, na maioria dos casos, limita a responsabilidade da entidade transportadora em caso de perda ou de deterioração da mercadoria.

ARTIGO VII

O artigo 9 da Convenção é suprimido e substituído pela disposição seguinte:

Se, com o consentimento da entidade transportadora, as mercadorias são embarcadas a bordo da aeronave sem que se tenha emitido uma guia de transporte aéreo ou se esta não contém o aviso prescrito no artigo 8, alínea c), a entidade transportadora não tem o direito de fazer valer as disposições do artigo 22, alínea 2.

ARTIGO VIII

No artigo 10 da Convenção a alínea 2 é suprimida e substituída pela seguinte disposição:

2. Será responsável por todo o dano sofrido pela entidade transportadora ou por qualquer outra pessoa perante o qual a responsabilidade da entidade transportadora esteja em causa devido a indicações e declarações suas irregulares, inexactas ou incompletas.

ARTIGO IX

No artigo 15 da Convenção insere-se a alínea seguinte:

3. Nada na presente Convenção impede o estabelecimento de uma guia de transporte aéreo negociável.

ARTIGO X

A alínea 2 do artigo 20 da Convenção é suprimida.

ARTIGO XI

O artigo 22 da Convenção é suprimido e substituído pelas seguintes disposições:

ARTIGO 22

1. No transporte de pessoas a responsabilidade da entidade transportadora relativa a cada passageiro é limitada à quantia de duzentos e cinquenta mil francos. No caso em que, segundo a lei do tribunal que se ocupa do assunto, a indemnização possa ser fixada em forma de pagamentos periódicos, o capital desses pagamentos não pode ultrapassar esse limite. Contudo, por um acordo especial com a entidade trans-

portadora, o passageiro poderá fixar um limite de responsabilidade mais elevado.

2. a) No transporte de bagagens registadas e de mercadorias, a responsabilidade da entidade transportadora não poderá exceder duzentos e cinquenta mil francos por quilo, salvo se houver declaração especial do valor, feita pelo expedidor no momento da entrega do volume à entidade transportadora e mediante o pagamento de uma taxa suplementar, caso seja necessário. Neste caso a entidade transportadora será obrigada a pagar até ao montante da soma declarada, a menos que se prove que esta é superior ao valor real no momento da entrega;

- b) Em caso de perda, avaria ou detenção de uma parte das bagagens registadas ou das mercadorias ou de qualquer objecto que elas contenham, somente será considerado o peso total do ou dos volumes em causa para determinação do limite da responsabilidade da entidade transportadora. Contudo, quando a perda, avaria ou detenção de uma parte das bagagens registadas ou das mercadorias ou de um objecto aí contido afecta o valor de outros volumes compreendidos no mesmo boletim de bagagem ou na mesma guia de transporte aéreo, o peso total desses volumes será tomado em consideração para determinar o limite de responsabilidade.

3. No que diz respeito aos objectos que o passageiro conserva à sua guarda, a responsabilidade da entidade transportadora não excede cinco mil francos por passageiro.

4. Os limites fixados pelo presente artigo não têm por efeito tirar ao tribunal a faculdade de conceder além disso, conforme as suas próprias leis, uma quantia correspondente à totalidade ou a uma parte dos custos e outras despesas do processo em que incorre o requerente. A disposição precedente não se aplica quando o montante da indemnização concedida, à exclusão dos custos e outras despesas do processo, não ultrapassem a soma que a entidade transportadora ofereceu por escrito ao requerente num prazo de seis meses a contar do facto que causou os danos ou antes da instauração do processo, se esta for posterior a este prazo.

5. As quantias indicadas em francos no presente artigo são consideradas como referentes a uma unidade monetária constituída por sessenta e cinco miligramas e meio de ouro de lei de novecentas milésimas. Estas quantias podem ser convertidas em qualquer moeda nacional, em números redondos. A conversão destas quantias noutras moedas nacionais que não sejam moeda-ouro efectuar-se-á, em caso de processo judicial, de acordo com o valor-ouro destas moedas na data do julgamento.

ARTIGO XII

No artigo 23 da Convenção a disposição actual torna-se alínea 1 e acrescenta-se a seguinte alínea 2:

2. A alínea 1 do presente artigo não se aplica às cláusulas referentes à perda ou dano resultante da natureza ou de defeito próprio das mercadorias transportadas.

ARTIGO XIII

No artigo 25 da Convenção as alíneas 1 e 2 são suprimidas e substituídas pela seguinte disposição:

Os limites de responsabilidade previstos no artigo 22 não se aplicam se se provar que o dano é resultante de uma acção ou de uma omissão da entidade transportadora ou dos seus agentes feita ou com intenção de provocar um dano ou temerariamente e com consciência de que desse facto resultará provavelmente um dano, no entanto, no caso de uma acção ou omissão dos seus agentes, deverá provar-se também que estes agiam no exercício das suas funções.

ARTIGO XIV

Em seguida ao artigo 25 da Convenção insere-se o artigo seguinte:

ARTIGO 25-A

1. Se é intentada uma acção contra um agente da entidade transportadora por danos a que se refere a presente Convenção, esse agente, se provar que agiu no exercício das suas funções, poderá fazer valer os limites de responsabilidade que a entidade transportadora pode invocar em virtude do artigo 22.

2. O montante total da indemnização que neste caso se pode obter da entidade transportadora e dos seus agentes não deve ultrapassar os citados limites.

3. As disposições das alíneas 1 e 2 do presente artigo não se aplicam se se provar que o dano resulta de uma acção ou de uma omissão do agente feita quer com intenção de provocar um dano, quer temerariamente e com a consciência de que desse facto resultaria provavelmente um dano.

ARTIGO XV

No artigo 26 da Convenção a alínea 2 é suprimida e substituída pela seguinte disposição:

2. Em caso de deterioração, o destinatário deve apresentar à entidade transportadora uma reclamação, imediatamente após a descoberta da mencionada deterioração ou, o mais tardar, num prazo de sete dias para as bagagens e de catorze dias para as mercadorias, a contar da data da sua entrega. Em caso de atraso, a reclamação deverá ser feita o mais tardar, vinte e um dias depois do dia em que a bagagem ou a mercadoria terão sido entregues ao destinatário.

ARTIGO XVI

O artigo 34 da Convenção é suprimido e substituído pela seguinte disposição:

As disposições dos artigos 3 a 9, inclusive, relativas a títulos de transporte, não são aplicáveis ao transporte efectuado em circunstâncias extraordinárias, fora das operações normais da exploração aérea.

ARTIGO XVII

Em seguida ao artigo 40 da Convenção insere-se o artigo seguinte:

ARTIGO 40-A

1. No artigo 37, alínea 2, e no artigo 40, alínea 1, a expressão Alta Parte Contratante significa Estado. Em todos os outros casos a expressão Alta Parte Contratante significa um Estado cuja ratificação ou ade-

são à Convenção tenha entrado em vigor e cuja denúncia da mesma não tenha tido efeito.

2. Para os efeitos da Convenção, a palavra território significa não somente o território metropolitano de um Estado, mas também os territórios cujas relações exteriores sejam da responsabilidade desse Estado.

CAPÍTULO II

Âmbito da aplicação da Convenção modificada

ARTIGO XVIII

A Convenção modificada pelo presente Protocolo aplica-se ao transporte internacional definido no artigo 1 da Convenção quando os pontos de partida e de destino estão situados quer no território de dois Estados partes no presente Protocolo, quer no território de apenas um Estado parte no presente Protocolo, se está prevista uma escala em território de qualquer outro Estado.

CAPÍTULO III

Cláusulas finais

ARTIGO XIX

Para as Partes deste Protocolo a Convenção e o Protocolo são considerados e interpretados como um único e mesmo instrumento e serão denominados como Convenção de Varsóvia modificada em Haia, em 1955.

ARTIGO XX

Até à data da sua entrada em vigor, conforme as disposições do artigo XXII, alínea 1, o presente Protocolo permanecerá aberto à assinatura de todos os Estados que tenham ratificado a Convenção ou que a ela tenham aderido, bem assim como todo o Estado que tenha participado na Conferência em que se adoptou o presente Protocolo.

ARTIGO XXI

1. O presente Protocolo será submetido à ratificação dos Estados signatários.

2. A ratificação do presente Protocolo por qualquer Estado que não seja parte na Convenção tem o efeito de uma adesão à Convenção modificada por este Protocolo.

3. Os instrumentos de ratificação serão depositados junto do Governo da República Popular da Polónia.

ARTIGO XXII

1. Logo que trinta Estados signatários tenham depositado os seus instrumentos de ratificação do presente Protocolo, este entrará em vigor entre estes Estados noventa dias após a aposição do trigésimo instrumento de ratificação. Para cada um dos Estados que o ratifiquem depois desta data, entrará em vigor noventa dias após ter sido entregue o seu instrumento de ratificação.

2. Imediatamente a seguir à sua entrada em vigor, o presente Protocolo será registado na Organização das Nações Unidas pelo Governo da República Popular da Polónia.

ARTIGO XXIII

1. Após a sua entrada em vigor, o presente Protocolo estará aberto à adesão de qualquer Estado não signatário.

2. A adesão ao presente Protocolo por um Estado que não seja parte na Convenção implica a adesão à Convenção modificada pelo presente Protocolo.

3. A adesão será efectuada mediante o depósito de um instrumento de adesão junto do Governo da República Popular da Polónia e produzirá os seus efeitos noventa dias após a entrega desse depósito.

ARTIGO XXIV

1. Todas as Partes no presente Protocolo podem denunciá-lo por meio de uma notificação apresentada ao Governo da República Popular da Polónia.

2. A denúncia produzirá o seu efeito seis meses depois da data da recepção, pelo Governo da República Popular da Polónia, da notificação da denúncia.

3. Entre as partes do presente Protocolo, a denúncia da Convenção por qualquer delas, em virtude do artigo 39, não deve ser interpretada como uma denúncia da Convenção modificada pelo presente Protocolo.

ARTIGO XXV

1. O presente Protocolo aplicar-se-á a todos os territórios por cujas relações exteriores seja responsável um Estado parte no presente Protocolo, à excepção dos territórios a respeito dos quais tenha sido formulada uma declaração conforme à alínea 2 do presente artigo.

2. Qualquer Estado poderá declarar, no momento em que deposita o seu instrumento de ratificação ou de adesão, que a sua aceitação do presente Protocolo não compreende um ou mais territórios por cujas relações exteriores esse Estado seja responsável.

3. Qualquer Estado poderá posteriormente notificar o Governo da República Popular da Polónia de que o presente Protocolo será extensivo a um ou mais territórios sobre os quais se tenha formulado uma declaração conforme ao que está estipulado na alínea 2 do presente artigo. Esta notificação produzirá os seus efeitos noventa dias após a data em que foi recebida pelo mencionado Governo.

4. Qualquer Estado parte no presente Protocolo poderá denunciá-lo de acordo com as disposições do artigo XXIV, alínea 1, separadamente para todos ou apenas algum dos territórios por cujas relações exteriores esse Estado seja responsável.

ARTIGO XXVI

Não serão admitidas nenhuma reservas ao presente Protocolo. No entanto, qualquer Estado poderá, a todo o momento, declarar, por meio de notificação apresentada ao Governo da República Popular da Polónia, que a Convenção modificada pelo presente Protocolo não se aplicará ao transporte de pessoas, de mercadorias e de bagagens efectuado pelas suas autoridades militares a bordo das aeronaves matriculadas no mencionado Estado e cuja total capacidade tenha sido reservada por essas autoridades ou por conta das mesmas.

ARTIGO XXVII

O Governo da República Popular da Polónia notificará imediatamente aos Governos de todos os Estados signatários da Convenção ou do presente Protocolo, de todos os Estados partes na Convenção ou no presente Protocolo e de todos os Estados membros da Organização da Aviação Civil Internacional ou da Organização das Nações Unidas, bem assim como à Organização da Aviação Civil Internacional:

- Todas as assinaturas do presente Protocolo e a data dessas assinaturas;
- O depósito de todo o instrumento de ratificação do presente Protocolo ou de adesão ao mesmo e a data em que esse depósito foi feito;

- c) A data na qual o presente Protocolo entra em vigor em conformidade com a alínea 1 do artigo xxii;
- d) A recepção de qualquer notificação de denúncia e a data em que foi recebida;
- e) A recepção de qualquer declaração ou notificação feita em virtude do artigo xxv e a data em que a mesma foi recebida; e
- f) A recepção de qualquer notificação feita em virtude do artigo xxvi e a data de recepção da mesma.

Em vista do que os Plenipotenciários que subscrevem este documento, devidamente autorizados, assinaram o presente Protocolo.

Feito em Haia no vigésimo oitavo dia do mês de Setembro do ano de mil novecentos e cinquenta e cinco, em três textos autênticos redigidos em francês, inglês e

espanhol. Em caso de divergência será o texto em francês, língua em que foi redigida a Convenção, que fará fé.

O presente Protocolo será depositado junto do Governo da República Popular da Polónia, onde, em conformidade com as disposições do artigo xx, permanecerá aberto à assinatura, e o citado Governo transmitirá cópias certificadas do presente Protocolo aos Governos de todos os Estados signatários da Convenção ou do presente Protocolo, a todos os Estados partes na Convenção ou no presente Protocolo e a todos os Estados membros da Organização da Aviação Civil Internacional ou da Organização das Nações Unidas, bem assim como à Organização da Aviação Civil Internacional.

Cópia certificada conforme o original.

Varsóvia, 16 de Março de 1956. — *M. Lachs*, Chefe do Departamento Jurídico e dos Tratados no Ministério dos Negócios Estrangeiros da República Popular da Polónia.

GOVERNO DE MACAU

Decreto-Lei n.º 64/95/M

de 11 de Dezembro

Havendo necessidade de colocar pessoal de interpretação e de tradução para apoio ao exercício das funções dos Secretários-Adjuntos, e considerando ainda a generalização do bilinguismo;

Verificando-se ser conveniente fixar um limite para o valor da gratificação acumulada com os respectivos vencimentos quanto ao pessoal que presta apoio técnico-administrativo nos Gabinetes do Governo de Macau;

Ouvido o Conselho Consultivo;

O Governador decreta, nos termos do n.º 1 do artigo 13.º do Estatuto Orgânico de Macau, para valer como lei no território de Macau, o seguinte:

Artigo 1.º O artigo 10.º do Decreto-Lei n.º 88/89/M, de 21 de Dezembro, passa a ter a seguinte redacção:

Artigo 10.º

(Composição dos Gabinetes dos Secretários-Adjuntos)

1.
- a)
- b)
- c)
- d)
- e)
- f) Pessoal para interpretação e tradução.
2.

澳門政府

法令 第64/95/M號

十二月十一日

鑑於有需要設置翻譯人員以輔助政務司行使職能，以及雙語之普及化；

鑑於亦有需要訂定澳門政府辦公室技術行政輔助人員酬勞與有關薪俸兼收數額之限制；

經聽取諮詢會意見後；

總督根據《澳門組織章程》第十三條第一款之規定，命令制定在澳門地區具有法律效力之條文如下：

第一條 十二月二十一日第88/89/M號法令第十條之內容修改如下：

第十條

(政務司辦公室之組織)

- 一、.....
- a);
- b);
- c);
- d);
- e);
- f) 翻譯人員。

- 二、.....